

l'Anticapitaliste

n°269 | 18 décembre 2014 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

ZEP, rythmes scolaires, budget



ZÉR@ POINTÉ

pour ce gouvernement!

Dossier
Pas de printemps pour l'économie mondiale Pages 6 et 7

ÉDITO
C'est ce gouvernement qu'il faut expulser!
Page 2

PREMIER PLAN
Loi Macron: le libéralisme triomphant
Page 2



ACTU INTERNATIONALE
Belgique: vers une épreuve de force majeure
Page 5

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec Franco Turigliatto sur la situation en Italie
Page 12



Par FRANÇOIS BRUN

C'est ce gouvernement qu'il faut expulser!

En matière d'immigration, comme dans tant d'autres, le Parti dit socialiste illustre avec brio l'Art-de-toujours-réussir-à-décevoir-d'avantage. Poursuite d'une politique de « maîtrise des flux » aux conséquences meurtrières, cap maintenu sans état d'âme sur le refus d'une régularisation des sans-papiers, mineurs isolés laissés à l'abandon ou enfermés, tergiversations sur la promesse d'octroi du droit de vote aux étrangers, discriminations et répression dans les quartiers populaires, islamophobie (à peine) sous-jacente, chasse aux Roms... participant toutes d'une racialisation des problèmes sociaux.

Le discours de Hollande prononcé ce lundi pour l'inauguration de la Cité de l'immigration (à laquelle son prédécesseur n'avait pas voulu se résoudre !) est précédé d'un grand effet d'annonce : il s'agit de (re)donner une image « positive » de l'immigration... Mais si les trémolos sont au rendez-vous, l'actuel président réussit, selon une méthode bien rodée, à en faire un non-événement : il se contente d'égrener les poncifs propres à justifier une politique immuable, voire aggravée, quand par exemple, il exprime l'intention de demander une révision de Schengen pour mieux contrôler les frontières. L'injonction d'intégration est la pierre de touche du propos...

Concernant la promesse du droit de vote pour les étrangers, se retranchant derrière la nécessité d'une révision de la Constitution, il préfère oublier que le gouvernement s'est fermé la voie du recours au référendum par une politique obstinément antisociale qui, messages subliminaux à l'appui, a eu pour effet induit de considérablement renforcer les idées pourries et les positions de l'extrême droite.

Nous n'avons pas à proposer de « solution »... à un non-problème. Parti internationaliste, engagéEs au quotidien contre la politique actuelle en matière d'immigration, nous défendons la liberté de circulation et d'installation, avec pour référence un antiracisme sans concession. Dans un monde où le capitalisme fait la loi, c'est presque une utopie. Mais si l'on change de logiciel – car anticapitalisme et antiracisme sont indissociables – tout devient possible!

BIEN DIT

Ces pratiques sont systémiques... J'ai du mal à imaginer que je puisse être condamné pour l'exemple.

ANTOINE DELTOUR, qui a dévoilé les pratiques d'évasion fiscale de grandes entreprises au Luxembourg, et qui maintenant est poursuivi pour « violation du secret des affaires » (cité par *Libération* du lundi 15 décembre)

À la Une

Zéro pointé pour ce gouvernement!

Priorité à l'Éducation qu'il disait... En deux ans et demi, Hollande et ses ministres de l'Éducation nationale ont mis le paquet pour ne pas faire moins que Sarkozy...

Ainsi, sur les 60 000 postes promis, 3 600 ont été créés selon le *Monde* depuis 2012. Pire, la mise en place de la loi de territorialisation Peillon (votée par le PS et le PCF) avance à la vitesse grand V.

Les statuts menacés

Le statut des enseignantEs contribue fortement à préserver le caractère national de l'école, c'est pourquoi le gouvernement l'a d'emblée ciblé. Dans le premier degré, les statuts sont grignotés peu à peu, par la bande, depuis 2009. Pour les enseignantEs qui ont accepté bon an mal an d'appliquer la réforme, cela s'est traduit par un allongement de certaines journées ou par des trimestres « blindés » pour se décharger de ces 108 heures annuelles.

Le coup de massue est venu de l'actuel gouvernement puisqu'entre autres dérèglements, la réforme des rythmes scolaires permet une nouvelle entaille dans le statut des personnels, en les soumettant aux directives municipales en termes d'horaires, mais aussi de certains contenus que les villes prennent en main sous couvert d'ateliers découverte. Tout cela dans le cadre du projet éducatif territorial.

Dans le secondaire, le service des enseignantEs est organisé par les décrets de 1950, le limitant aux seules heures de cours disciplinaires. Tout le reste s'effectuait à la libre appréciation du professeur, à de rares exceptions près. Issu de mois de « concertations », un nouveau décret statutaire doit s'appliquer à la rentrée 2015, entraînant l'abrogation des décrets de 1950 contre lesquels pestaient les gouvernements, tant ces décrets entravaient la mise en place des contre-réformes.

Le gouvernement est sur le point de parvenir à une « avancée historique », en intégrant dans les obligations des tâches autres que



l'enseignement, définies localement et soumises à contrôle des chefs d'établissements, dans la limite des 1607 heures de la fonction publique. Le début de mise en œuvre de ce décret en éducation prioritaire (REP+) indique les contraintes qui s'imposeront, dans un cadre où le temps de présence s'allongera.

Au-delà, la redéfinition du statut rend possible, entre autres attaques, des mesures sur le contenu même de l'enseignement.

Offensive sur les programmes

Depuis plusieurs mois, le gouvernement et son conseil supérieur des programmes multiplient les annonces. Un « nouveau » socle commun a été dévoilé : un enseignement au rabais, déqualifiant et structuré autour des compétences issues du monde de l'entreprise. Dans cette optique, les enseignements disciplinaires seraient relégués au second plan... Pour la masse des jeunes, tout serait réduit aux « notions de base ».

Les programmes constitueraient désormais la déclinaison du socle et seraient adaptables en fonction des contextes locaux et des « publics » (le « curriculum »).

Les déclarations d'intention du gouvernement sur « l'évaluation bienveillante » s'inscrivent dans ce cadre et ne peuvent tromper personne : il s'agit pour lui d'imposer l'enseignement par compétences, d'en finir avec toute référence nationale sur les programmes, ouvrant ainsi la voie à l'explosion des inégalités et à la casse des examens (brevet puis bac) et diplômes nationaux.

L'opposition grandit

Il y a quelques mois, les mobilisations à répétition chez les enseignantEs du premier degré contre les « nouveaux » rythmes, les grèves en prépas ont constitué des premiers signes. Depuis quelques semaines, des mouvements de grève se développent dans nombre d'établissements contre la contre-réforme de l'éducation prioritaire, sous prétexte de prendre en compte les nouvelles réalités,

le gouvernement déshabille Pierre pour habiller Paul, alors qu'en réalité, la situation sociale justifierait amplement une extension massive des moyens alloués.

En parallèle, la FSU et ses deux principaux syndicats, le SNES et le SNUipp, viennent de subir une baisse d'une ampleur inédite dans les élections professionnelles. À l'évidence, via le « dialogue social », la prise en charge complète par les dirigeantEs de la FSU de la politique anti-scolaire du gouvernement est rejetée par les enseignantEs.

De nouvelles mesures réactionnaires issues de la loi Peillon sont attendues. La mobilisation actuelle dans l'éducation prioritaire est un point d'appui et doit s'élargir à l'ensemble de la politique scolaire du gouvernement, dès janvier quand seront annoncées les dotations dans les écoles et le secondaire. Une activité inséparable des initiatives à prendre pour la rupture des « concertations » syndicats-gouvernement, pour combattre et stopper cette politique.

Denise Sarraute et Eric Aba

LOI MACRON

Le libéralisme triomphant

Après la présentation devant le Conseil des ministres le mercredi 10 décembre, on voit se préciser le contour de la loi Macron. Les médias et nombre de prétendus opposants se focalisent sur les mesures tendant à étendre et faciliter le travail du dimanche et de nuit. Mais l'ambition libérale, antisociale du projet de loi Macron-Medef est bien plus considérable...

De présentations en tractations de couloirs, le projet évolue mais l'objet du projet de loi reste clair : « *Projet de loi pour la croissance et l'activité* » avec des têtes de chapitre explicites : « *Libérer* », « *Investir* », « *Travailler* »...

Dans la diversité, une cohérence...

Dans le chapitre « *libérer* », pas d'illusions : il ne s'agit pas de libérer le travail du joug du capital, mais de libéraliser les professions dites réglementées pour faciliter la mise en

concurrence, de privatiser l'examen du permis de conduire et surtout de favoriser le développement des lignes de transport en autocars, dangereuses et polluantes, avec mise en concurrence avec le réseau SNCF. Il s'agit aussi de pérenniser la privatisation des péages d'autoroutes, au cas où certains auraient cru à un risque de nationalisation... Le chapitre « *Investir* » vise à alléger les normes, à donner plus de libertés au patronat. Quelques mesurette-alibis censées favoriser le respect de

l'environnement ou la prévention des risques mais qui ne visent pas à supprimer les risques. Mais surtout il s'agit de poursuivre et d'accélérer un désengagement de l'État dans les entreprises, explicitement destiné au désendettement de l'État. Enfin, le chapitre « *Travailler* » qui propose de « *travailler plus* »... dans de plus mauvaises conditions pour gagner moins. C'est là que l'on trouve les facilitations du dimanche, du travail de nuit, l'invention du travail de soirée, le tout à moindre

coût pour les patrons. La mesure ayant été contestée par le Conseil constitutionnel, la compensation ne sera pas fixée par la loi mais par négociation au niveau des branches voire des entreprises, et l'initiative transférée du conseil municipal à l'exécutif (maire ou président de l'organe d'intercommunalité). Deuxième point décisif, les attaques contre la justice prud'homale, avec de nouvelles dispositions en matière de formation des conseillers et leur mise sous tutelle de juges professionnels. Une nouvelle attaque de la médecine du travail, avec la suppression d'une partie des visites obligatoires et l'interdiction faite aux médecins du travail de rendre des avis d'aptitude avec réserves obligeant les employeurs à adapter le poste de travail à l'état de santé du salarié. Vient ensuite la concrétisation des attaques contre l'inspection du travail qui vise à la

Un monde à changer

MAUVAIS C-LIMA-T. Les 195 pays réunis du 1^{er} au 13 décembre à Lima sous l'égide de l'ONU, n'ont abouti qu'à un accord sans grande portée. Cette réunion devait régler les modalités de préparation de la conférence mondiale contre le réchauffement qui doit avoir lieu à Paris en décembre 2015.

Les discussions se sont centrées sur la substance et la portée des contributions de chaque pays à l'effort mondial contre les GES (gaz à effet de serre). Il est demandé à chaque pays de formaliser ses propositions en 2015. L'objectif de l'accord, qui sera conclu à Paris et entrera en vigueur en 2020, est normalement de limiter la hausse des températures en deçà de 2°C d'ici à 2100. Mais durant l'année qui va s'écouler jusqu'à la conférence, le dépôt des contributions nationales – les engagements de chaque pays pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre – restera un exercice largement volontaire.

Outre le souci des pays riches de s'engager le moins possible, le clivage avec les pays les moins avancés a pesé sur le déroulement de la réunion de Lima. Ces derniers ont obtenu que l'adaptation

au changement climatique soit traitée comme un sujet d'égale importance à la réduction des gaz à effet de serre. Mais le compromis trouvé à Lima n'apporte pas grand chose sur les moyens qui pourraient être mobilisés au cours des prochaines décennies. Pas davantage d'ailleurs sur la façon d'honorer la promesse faite à Copenhague en 2009 d'apporter une aide de 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020. Lima prépare à un accord-croupion à Paris : chaque pays déterminera ses propres engagements en matière de climat, sans que ces derniers ne tiennent compte de ce que demandent la science, les populations et les exigences de justice. Le monde est confronté à une urgence planétaire qui met en pleine lumière les impasses du capitalisme et les égoïsmes d'États au service des classes dominantes. Le système capitaliste place la recherche du profit au-dessus des besoins des personnes et des limites de la planète. Restera aux peuples à se faire entendre le plus massivement possible sur l'ensemble de la planète au moment de la conférence.

ALLEMAGNE **Merkel pas mal à droite...**

Tout est calme... en apparence. Rien ne vient perturber la marche d'Angela Merkel, chancelière de la République Fédérale d'Allemagne, à l'intérieur de son parti : l'Union chrétienne-démocrate (CDU)...

Lors du dernier congrès de la CDU, qui s'est tenu la semaine dernière à Cologne, Merkel a été réélue à la tête du parti avec 96,72% des suffrages des délégués. Bien qu'elle soit en baisse de 1,2% par rapport à 2012, elle ne pourra pas se plaindre de ce score.

Pas plus, d'ailleurs, que la chef du gouvernement ne se plaindra des résultats économiques du pays. L'Allemagne fait pour le moment figure de principal gagnant des crises qui secouent le reste de l'Europe, attirant les investissements financiers pour lesquels elle n'est pas obligée d'offrir des taux d'intérêts astronomiques comme certaines pays du sud du continent, et a officiellement prévu d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2015. Mais le pays, qui a connu un ralentissement économique notable au troisième trimestre 2014 avec une croissance tombée à + 0,1%, risque d'être touché par la crise. Son économie étant tirée essentiellement par le moteur des exportations – l'Allemagne était le troisième plus grand exportateur mondial en 2013, derrière la Chine et les USA – et nettement moins par le marché intérieur, les autres pays de



DR

l'Europe et du monde ne payeront pas indéfiniment pour éviter la crise à l'Allemagne.

Le parti de la droite souverainiste AfD (« Alternative pour l'Allemagne ») surfe sur les peurs d'une partie de la population, surtout des classes moyennes, craignant le déclin économique et social. Dans son profil, ce parti situé à la droite de la droite ressemble plus au Ukip britannique ou à la mouvance de Philippe de Villiers qu'au FN, en raison de son orientation économique clairement libérale – ou plutôt nationale-libérale – et de sa composition sociale plutôt élitiste. Mais il attire un électoral

qui serait également tenté par un parti comparable au FN si celui-ci existait en Allemagne.

De nouveaux clivages idéologiques ?

Au sein de la CDU, le débat sur le rapport à l'AfD a commencé. En août, le directoire du parti avait décidé de refuser toute coopération avec l'AfD, la CDU devant garder une orientation pro-Union européenne. Lors du congrès de Cologne, Merkel a même fait miroiter une alliance éventuelle avec les Verts (en lieu et place de la « Grande coalition » actuelle avec les sociaux-démocrates), regrettant à la tribune du congrès

que les Verts aient interrompu les négociations sur la formation d'un gouvernement en 2013.

Sous Merkel, qui passe plutôt pour la tenante d'un « pragmatisme » assez « désidéologisé » et surtout orienté par le maintien au pouvoir, une partie de la base conservatrice exprime l'absence de « repères idéologiques », et lorgne vers l'AfD. D'autant plus que celui-ci a réalisé quelques percées électorales en 2014, allant jusqu'à 13% dans des scrutins régionaux. En même temps, le succès de plusieurs manifestations locales sous le sigle des « patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident » (PEGIDA, avec des déclinaisons locales), dont Dresde avec plus de 10 000 manifestants alors que cette capitale régionale de Saxe compte 0,2% de musulmans, procure une nouvelle base militante aux forces de droite. Cette poussée peut nourrir à la fois l'AfD mais aussi la CDU, dont les dirigeants se disputent sur la position à prendre (faut-il y répondre par un refus, en traitant le mouvement d'extrémiste, ou faut-il comprendre les motifs des manifestants ?), poussant ces partis vers des clivages et positionnements plus idéologiques.

Bertold du Ryon

dépénalisation du droit du travail, à un contrôle renforcé par le ministère et les directions du travail, avec des priorités fixées après concertation avec les employeurs... Et une série de mesures visant à libérer les patrons de toutes sortes d'obligations concernant le délit d'entrave, les droits des CHSCT, les critères d'ordre des licenciements, le périmètre de validation des ressources financières, et les recours des salariéEs en cas de PSE.

Une riposte à construire

Ce qui caractérise l'ensemble de ce projet, c'est la remise en cause de décisions juridiques et de dispositions légales, qui, au fil du temps, avaient construit des protections pour les salariéEs. En même temps, la méthode est retorse : nous avons affaire à un texte qui regroupe des questions et des problématiques différentes, et des mesures concrètes



Macron droit dans ses bottes... DR

souvent absentes car devant être mise en œuvre par ordonnances, c'est-à-dire hors de tout contrôle un tant soit peu démocratique et transparent.

Tout cela complique la possibilité de construction d'une riposte à la hauteur des attaques. Mais ceci ne saurait justifier ni la polarisation médiatique et celle des organisations

politiques sur la question, certes essentielle, du travail du dimanche et de nuit, ni l'absence de toute proposition de construction d'une riposte significative de la part des organisations syndicales.

Des « Frondeurs » au Parti communiste, les critiques sont plus ou moins sévères... mais les propositions de ripostes concrètes, passant par des mobilisations, sont totalement absentes. Dès maintenant, il s'agit de faire connaître largement le contenu des attaques, ce à quoi nous nous emploierons dans le prochain dossier de *L'Anticapitaliste*, le projet étant complexe... et évolutif en fonction des tractions engagées par le gouvernement pour obtenir une majorité à l'Assemblée nationale. Pour nous, l'enjeu est bien d'engager la construction d'une large mobilisation ces prochaines semaines.

Robert Pelletier

Le chiffre

20%

Parmi les femmes de 18 à 69 ans, 20% – une sur cinq – a subi au moins une fois dans sa vie une violence sexuelle (attouchements forcés, tentative de rapports forcés ou rapports forcés), et 6,8% au moins une fois un rapport sexuel forcé.

Source : Ined (Institut national d'études démographiques)



Agenda

Jeudi 18 décembre, réunion-débat NPA, Asnières-Gennevilliers. « Irak, Syrie, Palestine », avec Julien Salingue, à 19 h à la Bourse du travail (métro Agnettes).

Samedi 17 janvier, manifestation nationale pour les droits des femmes, Paris. Pour les 40 ans de la loi sur l'avortement, à 14 h 30 place de la Bastille.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Je suis bien évidemment favorable à ce que le travail le dimanche soit mieux rémunéré... mais pas forcément dans toutes les entreprises.

PIERRE GATTAZ dans *Metronews*
le jeudi 11 décembre 2014

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

LUTTE OUVRIÈRE Un congrès et des questions sans réponse

Lutte ouvrière a tenu son congrès annuel les 6 et 7 décembre dernier...



Lors de la fête de LO en 2013. PHOTOHÈQUE ROUGE/MILO

« **L**e bilan militant de l'année écoulée est positif, en particulier du fait de la participation de Lutte ouvrière aux élections municipales, présente avec 204 listes sous l'étiquette "Lutte ouvrière - Faire entendre le camp des travailleurs". C'est donc dans un plus grand nombre de villes que nous pouvons aujourd'hui développer notre activité » se félicite LO dans son hebdomadaire du 12 décembre. « Il est nécessaire de reconstruire un parti ouvrier qui mette en avant les intérêts des travailleurs, des chômeurs, des retraités modestes » développent nos camarades. « Un parti qui combatte la politique anti-ouvrière du gouvernement [...] un parti qui conteste l'ordre capitaliste [...] une nécessité pour les travailleurs du monde entier » afin de « dénoncer la propagande et la domination bourgeoises [...] pour le pouvoir des travailleurs. » Nous souscrivons aux objectifs que se fixent LO : « L'existence d'un parti représentant les intérêts du monde ouvrier est indispensable. [...] Il faut que le monde ouvrier retrouve ses valeurs et ses raisons de combattre, qu'il retrouve la conscience de sa force et les perspectives qui sont fondamentalement les siennes : celles de prendre en main le pouvoir et la direction de la société. »

LO se vante que les différents textes de son congrès aient été « adoptés à l'unanimité, témoignant ainsi d'une cohésion politique dont nous nous félicitons »... Cependant bien des points mériteraient discussion, des points importants comme la situation internationale, les rapports entre la Russie et les puissances impérialistes. La Russie n'en est-elle pas une et, plus globalement, qu'est-ce que l'impérialisme aujourd'hui ?

Ne pas être des commentateurs...

Des discussions aussi sur la politique de LO en France. Nos camarades écrivent : « Contrairement à des organisations comme le PC, le Front de gauche ou, à une échelle plus modeste le NPA, nous ne plaçons aucun espoir dans ces tentatives de recombinaison [à gauche NDLR] qui, malgré les phrases grandiloquentes, se déroulent devant le désintérêt, voire le dégoût croissant de la classe ouvrière. » Une étrange compréhension de notre politique, car nous n'attendons rien des dites recombinaisons.

« Nous pouvons bien sûr nous retrouver, ponctuellement ou sur tel ou tel événement particulier, aux côtés des uns ou des autres », nous aussi. « Nous ne pouvons et nous ne devons cependant pas négliger ces quelques milliers, voire ces dizaines de milliers de militants ouvriers politiques, directement issus du PC ou pas. [...] Il est possible de toucher certains d'entre eux avec les idées et les mots de lutte de classe et de les entraîner à nos côtés sur ce terrain. » Oui, bien sûr, mais cela veut dire avoir une politique vis-à-vis des partis du Front de gauche, tout en défendant clairement une politique anticapitaliste et révolutionnaire. De même au sein des syndicats, et de la CGT en particulier...

Et c'est là où les textes fort intéressants du congrès de LO (publiés dans la dernière livraison de *Lutte de classe*) nous laissent sur notre faim. La question essentielle reste sans réponse : quelle politique pour ne pas être des commentateurs de l'actualité mais des révolutionnaires intervenant dans la lutte de classe, cela quelle que soit l'importance du recul que nous connaissons ? Une discussion que nous souhaitons mener avec nos camarades de LO.

Yvan Lemaitre

SANTÉ Quand les patrons et les libéraux font « grève »...

Dans la santé comme ailleurs, l'heure est à la « grève » et à la manifestation chez les patrons et dans les professions libérales. En particulier, entre Noël et le jour de l'an, les cabinets médicaux sont appelés à fermer par les principaux syndicats de médecins libéraux...

À vrai dire, l'opération consiste surtout à appeler « grève »... la semaine de vacances que prennent la majorité des dits praticiens, et s'ils devaient tenir des « assemblées générales », ce serait probablement dans la queue des remonte-pentes de Mégève ou de Courchevel. Pendant ce temps, les hôpitaux publics devront, eux, assurer l'accueil d'un surcroît de patients, avec des personnels surchargés et des services débordés. Quant aux patrons des cliniques privées commerciales et à la FHP 1 (Fédération de l'hospitalisation privée, adhérente au Medef), ils appellent à une cessation d'activité, totale et illimitée, de leurs établissements à partir du 5 janvier.

« Une bolchévisation de la santé » ?

L'objet de cette pantalonnade est « la loi de santé », dont le Parlement doit débattre en début d'année. Pour la FHP, ce « texte liberticide, fondé sur un credo idéologique antilibéral, est un casus belli pour les entreprises de santé que nous sommes ».

Quant aux principaux syndicats de médecins libéraux, leur bête noire est l'instauration du « tiers payant » pour les consultations médicales, qui permettrait pourtant au patient de ne plus faire

LE SERMENT D'HIPPOCRATE LIBÉRAL



l'avance de la consultation. Le médecin serait directement payé par l'assurance maladie. Les difficultés et les impasses auxquelles est confronté l'exercice libéral de la médecine sont ainsi canalisées vers des revendications corporatistes opposées à l'intérêt des patients. Patrons et libéraux dénoncent en chœur « l'étatisation » de la médecine. Emporté par son élan, le Dr Roger Rua, président du Syndicat des médecins libéraux (SML) va jusqu'à affirmer : « C'est plus qu'une étatisation, c'est une

bolchévisation ! Hollande, Valls et Touraine seraient-ils brusquement passés du social libéralisme à un quasi « bolchevisme », ou du moins à une politique redonnant une place prépondérante à l'hôpital public ? Il n'en est bien évidemment rien. Non seulement ce gouvernement n'est pas revenu sur les contre-réformes de la droite, mais le projet de loi Touraine se situe dans la continuité de la loi Bachelot, qu'elle aggrave même en précisant que « le service public hospitalier est assuré par les établissements publics et

les établissements privés ». Ce projet rend aussi obligatoire les regroupements et restructurations d'hôpitaux au sein d'un « groupe hospitalier de territoire » qui ne sera pas un service public, mais un « service territorial de santé au public ». Son but sera d'œuvrer à la politique d'austérité et de privatisation de la santé.

Le beurre et l'argent du beurre

Le gouvernement entend faire piloter cette politique par les Agence régionales de santé (ARS) pour éviter que la disparition du service public n'aboutisse à la création de véritables déserts sanitaires, avec des conséquences dramatiques pour la population. Tous les acteurs, y compris libéraux et privés, sont donc sollicités pour répondre à un minimum de présence dans les territoires. Mais pour le privé, il n'en est pas question : ils veulent à la fois le beurre, c'est à dire la privatisation de la santé à leur profit, et l'argent du beurre, l'absence de toute contrainte pour répondre aux besoins de santé.

Ils ont déjà bénéficié du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi), et sont convaincus que ce gouvernement capitulera encore devant leurs exigences, comme devant toutes celles des patrons et de la droite. Ils n'ont pas entièrement tort : aux dernières nouvelles, l'examen du projet de loi de santé serait reporté de plusieurs mois... C'est donc à la fois contre le projet de loi Touraine et contre les exigences du patronat et de ses alliés libéraux que doit s'organiser la riposte pour la défense de l'hôpital public et de la Sécurité sociale, pour un véritable service public de santé.

J.C. Delavigne

1 - La FHP regroupe un millier de cliniques et d'hôpitaux privés employant 154 000 salariés et 42 000 médecins.

PS Tous contre tous, mais tous toujours plus à droite!

Réuni le week-end dernier, le conseil national extraordinaire du Parti socialiste a acté le calendrier du prochain congrès : contributions programmatiques avant le 7 février, dépôt des motions qui permettent l'élection du premier secrétaire le 11 avril, vote des militantEs sur ces motions le 21 mai et élection du premier secrétaire le 28 mai, pour un congrès à Poitiers du 5 au 7 juin... Tout ça pour quoi ?

Les chamailleries tacticiennes ont commencé dès le choix de la date du congrès : les statuts indiquent que celui-ci doit se tenir à mi-mandat de la présidentielle, ce qui signifiait fin 2014. Mais le président de la République et son Premier ministre en dérouté souhaitent le report le plus tard possible afin de limiter les dégâts : plus proche des présidentielles de 2017, cela permettrait de jouer à fond la carte de l'unité des socialistes face à une échéance que Hollande risque bien de rater. Avec 72% de sondés qui ne souhaitent pas qu'il soit candidat en 2017, il aura bien besoin du soutien de sa « famille » socialiste. Les députés « frondeurs » voulaient, eux, aller plus vite. Cambadélis, homme de synthèse, a finalement tranché : ce sera juin 2015. Sur le fond politique, la nouvelle « identité socialiste » repose sur quelques slogans nouveaux - éco-socialisme et alter-Europe - mais aussi sur la modernisation



Cambadélis prépare la déroute... DR

organisationnelle du parti. C'est sur ce point que le premier secrétaire a été le plus prolix pendant le conseil national : il s'agit de faciliter l'adhésion, obtenir la transparence des finances... et ainsi créer un parti de masse. Alors que seulement 60 000 adhérentEs, sur les 150 000 déclarésEs, sont à jour de leurs cotisations, que

25 000 ont rendu leur carte en deux ans, le premier secrétaire annonce, comme Sarkozy pour l'UMP d'ailleurs, qu'il vise un parti de 500 000 adhérentEs pour 2017. Cela passe par la formation des cadres, une meilleure communication des idées, comme par exemple « une minute d'info PS dans un studio TV chaque soir sur un sujet d'actualité »...

La débâcle annoncée...

Pour les élections départementales et régionales de 2015, c'est la « politique du compromis » qui est proposée, « compromis » entre socialistes et communistes et entre socialistes et écologistes. « Sinon le PS peut mourir » affirme Julien Dray...

Effectivement, ce conseil national reflète l'image d'un parti en pleine débâcle. Rejeté par son électorat traditionnel, il perd élection sur élection depuis deux ans. Laminé par les affaires financières sordides, en perte de ressources, il envisage de réduire sérieusement la voilure en terme de personnels. Sur le fond, il paie à juste titre la politique qu'il conduit au gouvernement : patronale en matière économique, écologique et sociale ; réactionnaire par la répression contre les mouvements sociaux, les législations sécuritaires et les violences policières. Une politique en faveur de la riche minorité, contre la majorité des salariéEs, des jeunes et des précaires.

Aubry et ses amis ou les « frondeurs » prétendent défendre un autre choix de société, une autre stratégie. Ils mènent parfois des batailles - essentiellement médiatiques - contre des aspects de la loi Macron, comme l'augmentation du nombre de dimanches travaillés... Mais quand ils sont à l'Assemblée nationale, ils votent quand même le budget rectificatif 2014 qui, par exemple, autorise l'exonération d'impôts sur les événements sportifs internationaux ! C'est bien sur leurs actes qu'ils doivent être jugés.

Roseline Vachetta



AFRIQUE DU SUD Les luttes ouvrières bousculent la donne

En novembre 2014, le Comité central exécutif du Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu, plus grande fédération syndicale : 20 syndicats, 2,2 millions de membres) a, par 33 voix contre 24, exclu le Syndicat national des métallurgistes (Numsa), le plus important (environ 350 000 membres) et l'un des plus combattifs...



C'est une réaction à la crise entre la fédération et un de ses membres fondateurs, devenu particulièrement insupportable pour la direction depuis le dernier congrès national du Numsa en décembre 2013. À la veille d'une année électorale, celui-ci avait décidé, entre autres, d'appeler le Cosatu à rompre avec l'ANC, et annoncé qu'il ne s'acquitterait pas de sa part de cotisation du Cosatu au Parti communiste sud-africain (SACP). Il avait aussi demandé (comme d'autres) la convocation d'un congrès national extraordinaire du Cosatu, afin d'évaluer l'Alliance Tripartite (AT, composée du Cosatu, du SACP et de l'ANC qui dirige l'État sud-africain depuis 1994).

Ruptures avec l'ANC au pouvoir

Pour le Numsa, comme d'ailleurs d'autres syndicats du Cosatu – huit d'entre eux ayant exprimé leur soutien au Numsa après son expulsion –, la politique de l'Alliance Tripartite sous hégémonie de l'ANC ne cesse de s'éloigner depuis 1996 de l'objectif fondamental du Cosatu : « lutter pour les droits des travailleurs en assurant la justice économique et sociale pour tous les travailleurs », et, de façon générale, de la lutte contre l'exploitation, l'oppression, les inégalités sociales et autres injustices dans la société sud-africaine.

L'AT, dont le Cosatu sert plutôt de courroie de transmission dans une grande partie du monde du travail, consolide au fil des ans son adhésion au néolibéralisme, sa soumission à la

volonté du capital, qu'il soit étranger ou sud-africain, blanc ou noir². En promouvant un capitalisme noir (Black Economic Empowerment, BEE), au nom de la stratégie de la révolution nationale démocratique, dans cette société d'un « colonialisme de type spécial » théorisée par le SACP, l'ANC est devenu un ardent défenseur des intérêts du capital.

C'est ce que symbolisent ces dernières années, l'assassinat policier de 30 mineurs – avec des dizaines de blessés – à Marikana, le Plan de développement national (considéré comme plus néolibéral que les précédents), le luxe affiché du président Jacob Zuma et l'accession à la vice-présidence de l'ANC, puis – depuis cette année – de l'État sud-africain, de Cyril Ramaphosa, ancien dirigeant du syndicat des mineurs, co-fondateur

du Cosatu et co-rédacteur de la constitution sud-africaine, devenu un des Noirs les plus riches du pays...

« Un mouvement uni de la majorité pauvre »

Le Numsa veut que le Cosatu cesse d'être complice de cet ANC afin qu'il se tourne vers celles et ceux qui sont les victimes du capital, des millions de chômeurs (31 %, soit 4,2 millions de personnes en 1994, 37 %, soit 7,5 millions en 2014)³ au prolétariat agricole surexploité.

Pour cela, il a relancé la discussion sur la nécessité d'un grand parti prolétarien sud-africain et d'un mouvement alternatif populaire dit Front unique, mettant ainsi un terme au principe du Cosatu de ne collaborer qu'avec des mouvements sociaux en accord avec l'AT. Ainsi, malgré des

intimidations anonymes⁴, le week-end dernier (13-14 décembre) s'est tenue à Johannesburg l'assemblée préparatoire du Front unique, avec « 350 délégués venus de l'ensemble du pays représentant une diversité de syndicats, mouvements sociaux, organisations populaires, organisations professionnelles de base, ONG et formations anticapitalistes rassemblés pour poser la fondation d'un mouvement uni de la majorité pauvre contre le système ayant fait de l'Afrique du Sud le pays le plus inégalitaire de la terre »⁵.

Jean Nanga

1 – En fait depuis 1996 car les deux premières années ont été celles d'un gouvernement d'unité nationale incluant les anciens partis de l'État d'apartheid, ainsi que l'Inkhata Freedom Party du chef zoulou (collaborateur des premiers) Mangosuthu Buthelezi.

2 – En Afrique du Sud, le sens de « Noir » dépasse la couleur de la peau. Ainsi, par exemple, les Sud-africainEs d'ascendance chinoise ont obtenu il y a quelques années d'être classés comme... « Noirs ».

3 – Voir par exemple le site de la très active organisation populaire Abahlali baseMjondolo Shackdwellers' Movement South Africa : <http://abahlali.org>

4 – Claude Gabriel, « Première mesure d'intimidation contre le syndicalisme indépendant et la gauche socialiste », Europe Solidaire Sans Frontières, 26 novembre 2014 : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article33645>

5 – « Declaration of the Preparatory Assembly of the United Front », 15 décembre 2014 : <http://www.numsa.org.za/article/declaration-preparatory-assembly-of-the-united-front> (disponible aussi sur le site d'ESSF)

GRÈCE Ni trêve ni confiseurs !



À Athènes le 6 décembre en soutien à Nikos. DR

Cette fin d'année commence sur une victoire, celle de Nikos Romanos¹, qui après 31 jours d'une courageuse grève de la faim, a obtenu pour lui et les autres détenus le retour au droit des prisonniers à suivre des cours en fac, en s'y rendant munis d'un bracelet électronique.

Ce droit, que la veille encore le Premier ministre Samaras refusait au père de Romanos, a été arraché de haute lutte, malgré les provocations, par un immense mouvement de solidarité qui dépasse de très loin le seul mouvement anarchiste dont se réclame Romanos. Il faut dire que la force des mobilisations, comme par exemple les très grosses manifestations du samedi 6 décembre en Grèce ainsi que la solidarité internationale, menaçait non seulement Samaras, dont les manigances devenaient trop visibles, mais aussi tout son camp politique, de la droite extrême au Pasok. D'où un vote quasi unanime de députés le 10 décembre en faveur du droit acquis. Mais ce qui explique sûrement ce vote, c'est que deux jours plus tôt, le lundi 8 décembre, la troïka a imposé à Samaras un compromis fort risqué pour sortir de l'impasse sur le mémorandum. Alors que ce gouvernement crie contre l'évidence que la situation s'améliore et qu'on n'aura plus besoin de prêts imposés, la troïka voulait prolonger l'actuel mémorandum de 6 mois ou un an... avec de nouvelles mesures d'austérité. Or, comme l'élection présidentielle est prévue durant cette période, c'était la certitude d'une défaite pour Samaras et cie.

Bruxelles a donc imposé une prolongation de deux mois pour trouver un accord avec la troïka... Et Samaras, qui refusait d'avancer l'élection présidentielle, a annoncé celle-ci pour la mi-décembre ! Mode d'emploi : le candidat choisi par le Premier ministre (Dimas, ex-commissaire européen) doit être élu par le Parlement, en trois tours possibles, le dernier (se déroulant le 29 décembre) étant le seul qui permettrait l'élection, car requérant « seulement » 180 voix. Un seuil difficile mais pas impossible, qui, s'il n'est pas atteint, entraînera la dissolution du Parlement et des législatives anticipées que, selon les sondages, Syriza gagnerait.

La bourgeoisie en campagne

Dans ces conditions, le pouvoir a aussitôt lancé sa campagne, sordide. Ingérences et pressions européennes : soutien de Junker à Dimas ; souhait du même que les Grecs n'élisent pas des « forces extrémistes » ; visite de Moscovici pour souligner les progrès économiques... Déclarations et articles effrayants : Samaras répète que Syriza au pouvoir signifierait la sortie de l'euro et la misère ; les unes du journal sérieux *Kathimerini* sur les risques terribles en cas de législatives : Moody's rétrograderait la Grèce, Goldman imposerait une restriction des retraits bancaires, les valeurs boursières chuteraient, avec les gros titres sur les « signaux d'alarme » venus des marchés, comme si la masse des jeunes et des travailleurEs ne vivaient pas dans l'incertitude et la misère depuis 4 ans ! Sans oublier les diverses manœuvres, comme la création de petits partis qui pourraient « voler » des voix à Syriza en cas de législatives...

À dire vrai, si ce scénario classique témoigne de la peur de la bourgeoisie d'un mouvement de masse européen qui pourrait surgir avec une victoire de Syriza, les mêmes discutent avec Syriza et sont prêts à le voir au gouvernement, sur la base de déclarations rassurantes, comme celle de Vitsas, secrétaire du Comité central, assurant que Syriza au pouvoir ne prendrait pas de décisions unilatérales. Cela n'est pas rassurant... pour les jeunes et les travailleurEs !

D'Athènes, A. Sartzekis

1 – <http://www.npa2009.org/actualite/>

grece-mouvement-de-solidarite-avec-nikos-romanos-en- greve-de-la-faim

BELGIQUE Vers une épreuve de force majeure

Ces lignes sont écrites avant la grève de 24 heures du lundi 15 décembre, mais le succès de celle-ci ne fait aucun doute : le pays sera paralysé comme il ne l'a plus été depuis novembre 1993 (grève de 24 heures contre le « plan global »), au moins...

Organisée en front commun syndical (FGTB, CSC, CGSLB), cette grève est – pour le moment – la dernière étape d'un plan d'action contre l'austérité du gouvernement de droite. En Belgique, les attaques contre le monde du travail ont été menées depuis 25 ans par des gouvernements à participation social-démocrate. Mais à la surprise générale, le parti libéral francophone a formé avec la NVA (droite flamande), les chrétiens démocrates flamands et les libéraux flamands, une coalition de droite. Sur le plan socio-économique, le programme du gouvernement dirigé par Charles Michel approfondit l'austérité imposée par son prédécesseur social-démocrate : une nouvelle cure de régression pour un montant de 11 milliards. Salariés, fonctionnaires, allocataires sociaux, malades et invalides, demandeurs d'asile... sont frappés très durement, en particulier les jeunes et les femmes. Le leader de la NVA, Bart De Wever, se décrit comme le bras politique du VOKA, l'association du patronat flamand. Il n'est pas ministre mais c'est lui qui donne le ton !

Le mouvement syndical belge est peu politisé, axé sur la collaboration de classe, la « concertation », mais massif (3,5 millions sur une population de 10 millions). Les dizaines



Les Unes des journaux belges. DR

de milliers de militantEs, délégués et responsables ont compris qu'ils étaient confrontés à un danger, et les directions syndicales ont proposé un vrai plan d'action : manifestation de 120 000 personnes le 6 novembre, grèves tournantes par province, et grève nationale ce 15 décembre. Ce plan a encouragé les militantEs à passer à l'action : piquets volants, blocages de routes et de zones industrielles...

Le vent est en train de tourner

Le mouvement bénéficie d'un soutien fort large dans l'opinion publique. Les révélations sur le passé d'extrême droite de plusieurs ministres NVA ont joué un rôle, mais surtout le refus

de l'injustice sociale : la Belgique est un paradis fiscal pour les riches... et un enfer fiscal pour les autres. Le gouvernement régional flamand dirigé par la NVA (qui impose aussi des coupes budgétaires) n'est plus soutenu que par 35 % environ de la population. Tous les niveaux de pouvoir sont discrédités, y compris l'exécutif wallon dirigé par la social-démocratie. Celle-ci rêvait de se refaire une virginité dans l'opposition...

Le front commun syndical pose quatre revendications : le maintien et le renforcement du pouvoir d'achat par la liberté de négocier et le maintien de l'indexation des salaires ; une sécurité sociale fédérale forte ; un investissement dans la relance

et des emplois durables avec des services publics de qualité ; une justice fiscale.

Cette plateforme est insuffisante (elle ne conteste ni la pension à 67 ans ni les mesures d'exclusion massive du chômage prises par la coalition précédente), mais le gouvernement ne peut pas se permettre de céder. Et les appareils syndicaux ne peuvent pas se présenter devant leurs bases sans avancées réelles.

Tout pointe donc en direction d'un affrontement majeur. Si le gouvernement fait voter ses mesures au Parlement fin décembre, les organisations syndicales devront radicaliser leur action. Dans ce cas, beaucoup de choses deviendront possibles.

La gauche radicale bénéficie d'un écho non négligeable, mais la dynamique de rassemblement amorcée pour les élections du 25 mai ne s'est pas poursuivie. En partie le résultat d'un choix du PTB de miser sur sa propre construction, mais aussi des orientations différentes dans le mouvement : contrairement au PTB, la LCR défend l'idée qu'il faut chasser le gouvernement Michel le plus vite possible, et ouvrir dans le syndicat le débat sur un plan d'urgence anticapitaliste, dans la perspective du combat pour un gouvernement social.

De Bruxelles, Daniel Tanuro

La zone euro est plongée dans une longue dépression, le Japon a basculé à nouveau dans la récession, et les pays « émergents » ralentissent. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont renoué avec la croissance (autour de 2,5%), mais celle-ci est fragile et tirée par une bulle financière qui menace d'exploser et d'entraîner dans sa chute l'économie mondiale. D'ores et déjà, l'investissement des entreprises a reculé de 0,7% au 3^e trimestre au Royaume-Uni, et le repli des profits aux États-Unis est de mauvaise augure pour l'investissement et la croissance des prochains mois.

La baisse du prix du pétrole
Les prix du pétrole ont chuté de 45% en six mois, en raison du ralentissement de la croissance mondiale (côté demande) et de l'abondance de la production (côté offre). L'Arabie Saoudite et les émirats du Golfe, qui peuvent supporter des prix bas, ont refusé de fermer les vannes pour des raisons économiques et politiques. Leur objectif est d'éliminer des concurrents (l'industrie américaine du pétrole de schiste n'est plus rentable au prix actuel) et d'affaiblir la Russie et l'Iran, pays alliés de la Syrie d'Assad. La chute des prix du pétrole a certes un effet globalement positif sur la croissance mondiale, mais elle fait plonger certains pays producteurs.

Fragilités générales...

Six ans après le début de la crise, la croissance mondiale (autour de 3% cette année) n'a pas retrouvé son niveau d'avant-crise (4,5% entre 2000 et 2007)...

La Russie, également frappée par les sanctions occidentales, bascule en récession. Les fuites de capitaux s'amplifient, le rouble s'effondre malgré l'augmentation des taux d'intérêts, l'inflation grimpe à 10%. Néanmoins, son important excédent commercial dans les années 2000 lui a permis d'accumuler des « réserves de change » qui lui permettent encore d'amortir la baisse de sa monnaie en vendant des dollars pour racheter du rouble. Au Venezuela, les revenus de l'or noir représentent 95% des exportations et les deux tiers des recettes de l'État. Le gouvernement de Maduro s'apprête à annoncer des mesures d'austérité drastiques pour faire face à la nouvelle donne pétrolière qui pourrait se prolonger en 2015.

Des signaux au rouge
L'Amérique latine est désormais globalement en récession. Au Brésil, 7^e économie de la planète et 1^{re} économie de l'Amérique du sud, après une forte reprise de la croissance en 2010 (7,5%), tous les

signaux sont désormais au rouge : la production manufacturière recule, la balance commerciale, structurellement excédentaire depuis 2000, est désormais déficitaire malgré la dépréciation du real par rapport au dollar depuis 2012. La désindustrialisation s'accélère, tendance lourde d'un pays tourné vers l'exportation de matières premières et qui a réduit les mesures protectionnistes. En Argentine, après une croissance très soutenue entre 2003 et 2011 (7,5% en moyenne), l'arrêt est brutal, et la récession devrait se prolonger en 2015. La production industrielle chute et l'inflation est au plus haut. Même si la croissance reste très forte, l'économie chinoise ralentit. La croissance au 3^e trimestre a été de 7,3%, le plus mauvais chiffre depuis 5 ans et des incertitudes importantes existent (voir article sur la Chine dans ce dossier). En Inde, la croissance est désormais autour de 5%, loin également des chiffres (8-10%) des années 2003-2008. Depuis la fin des années

1980, la baisse tendancielle du taux de profit est marquée, et la croissance devrait continuer à s'affaïsser.

Le Japon toujours en dépression
L'économie japonaise est en récession, avec un PIB qui a décliné 1,9% et 0,4% aux 2^e et 3^e trimestres. La hausse de la TVA en est en partie responsable, mais la dépression japonaise a des causes bien plus profondes. La dépréciation du yen (baisse du cours du yen par rapport aux autres monnaies), engendrée par le « quantitative easing » (fourniture massive de liquidités au système bancaire – voir article de ce dossier sur la bulle financière), n'a pas soutenu l'activité, car la stimulation des exportations a été dominée par le recul de la demande intérieure dû à l'inflation importée. C'est la faillite des « Abenomics », vantées par certains économistes keynésiens qui saluaient le volontarisme du Premier ministre Abe (qui, faute d'alternative, vient de remporter les élections japonaises).
Gaston Lefranc

La zone euro toujours engluée

Engluée dans une quasi-stagnation, malgré la baisse du prix du pétrole et la dépréciation de l'euro, la zone euro reste le maillon faible de l'économie mondiale.

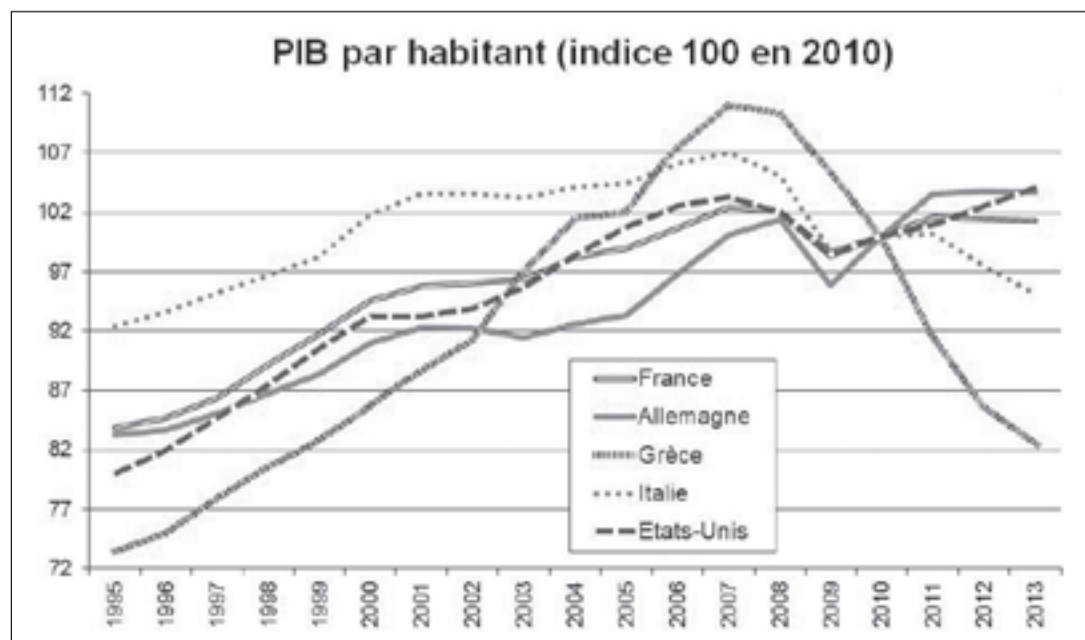
Après le plongeon de fin 2008-début 2009, il y a eu un rebond de l'activité fin 2009 et 2010, puis un retour en récession en 2011. Depuis, la croissance n'est jamais repartie, contrairement aux États-Unis. La Commission européenne annonce une croissance du PIB de 0,8% pour 2014 et seulement de 1,1% en 2015, sachant que ces dernières années, les prévisions sont le plus souvent revues à la baisse. Cela signifie que le PIB par habitant (qui mesure le niveau de vie moyen) va globalement stagner, sachant qu'il a fortement diminué dans certains pays (Grèce mais aussi Espagne, Portugal, Italie – voir graphique). Certaines sociétés de conseil envisagent même un recul du PIB en début d'année 2015. Du coup, le taux de chômage moyen de la zone euro a continué à monter et atteint désormais 11,5% (26% en Grèce et 24% en Espagne).

France et Italie fragilisées
Cependant, les cartes sont en train d'être rebattues au sein de la zone. Les pays du Sud, qui ont été les moteurs de la récession de 2011, semblent renouer avec la croissance. C'est le cas de l'Espagne, qui table sur un taux de 2% en 2015, du Portugal et, dans une moindre mesure, de la Grèce. La baisse des salaires réels, provoquée par les mesures d'austérité draconiennes et la peur du chômage, a permis aux exportations de ces pays d'être plus compétitives vis-à-vis de

l'Allemagne mais aussi de la France, et a entraîné ce faisant une reprise de l'investissement. Les deux pays les plus menacés par la stagnation sont aujourd'hui la France et l'Italie. La commission européenne anticipe une croissance l'année prochaine de 0,7% pour l'un et de 0,6% pour l'autre. Or ces pays sont précisément ceux qui n'ont pas encore mis en place les contre-réformes décisives réclamées par le patronat en matière de droit du travail ou de protection sociale. D'où l'offensive du gouvernement et du Medef en France autour de la loi Macron et de la prétendue négociation sur les seuils sociaux. Enfin, l'Allemagne est également en difficulté : son économie tournée vers les exportations souffre du ralentissement du commerce mondial. En outre, le patronat allemand a moins licencié que ses voisins depuis 2009, tandis que les salaires réels augmentent maintenant plus vite que la productivité (après des années de compression). Sa compétitivité s'en trouve aujourd'hui pénalisée.

Les pays du Sud ne sont pas tirés d'affaire
Faut-il donc en conclure que l'austérité est le remède à la crise comme nous le dit le gouvernement « pro-business » de Valls ? Il est certain que ces politiques sont rationnelles du point de vue des capitalistes : le moteur de l'accumulation, c'est le profit escompté, et la baisse des salaires est un moyen radical de redresser les taux de profit. En ce sens les politiques d'austérité ont produit des résultats. Il ne faut cependant pas s'arrêter aux taux de croissance affichés par les pays du Sud. D'abord parce que cette croissance se mesure par rapport à des économies durement touchées par les précédentes récessions : si l'on considère que le PIB de l'Espagne était de 100 en 2008, il n'affiche aujourd'hui que 95, et le PIB/habitant a chuté de près de 10%. Ensuite parce qu'en se généralisant, les politiques d'austérité risquent de limiter leurs propres effets. Si en France le gouvernement réussit à durcir l'austérité,

les parts de marché gagnées par l'Espagne ou le Portugal peuvent être à nouveau perdues tout aussi vite, et les entreprises auront du mal à trouver des débouchés si les salaires sont comprimés dans l'ensemble des pays de la zone. Ainsi les exportations espagnoles ont à 60% un autre pays d'Europe pour destination. Enfin, et surtout de notre point de vue, des politiques qui plongent des pans entiers de la société dans la misère ne peuvent être considérées comme une solution. La Grèce et l'Espagne affichent les taux de chômage les plus élevés des pays industrialisés, et les emplois créés à l'occasion de la reprise sont plus précaires et moins bien rémunérés que ceux détruits au moment de la récession. Pour les classes populaires, la seule sortie de crise qui ne soit pas synonyme de régression sociale historique passe donc par la remise en cause de la logique de la production pour le profit, l'affrontement avec le patronat et son gouvernement.
Simon P.



ÉCONOMIE

pas de printemps l'hiver c



Vers une nouvelle crise financière

Le principal indice boursier américain, le Dow Jones, valait avant la crise. Avec celle-ci, il a été divisé par deux, tombant remonté dès le début 2009 pour dépasser aujourd'hui 17 000 points. reflète-t-elle des profits famélics et une économie radicalement

La réponse est clairement non. Après avoir atteint un plancher dans les années 1980, le taux de profit ne s'est jamais redressé significativement. Les bulles financières reflètent depuis lors l'abondance d'argent qui ne trouve pas à s'investir de façon rentable dans « l'économie réelle ». Depuis 2009, les profits, et par voie de conséquence la production, étaient repartis à la hausse « grâce » aux restructurations (par exemple dans l'automobile) et au blocage des salaires. Mais cette hausse a été limitée, et surtout la masse des profits stagne désormais, et le taux de profit baisse à nouveau. D'où la déconnexion de plus en plus prononcée entre la valorisation du capital fictif (les titres financiers) et les profits réels.

Les limites de l'assouplissement monétaire
La nouvelle bulle financière trouve sa source dans la politique de « quantitative easing » (QE – assouplissement monétaire) lancée aux USA fin 2008. Cela consiste pour une banque centrale à acheter des titres financiers sur les marchés et à créer en contrepartie de la « monnaie centrale », c'est-à-dire à alimenter les réserves monétaires

des banques commerciales. Il s'agit d'une politique monétaire dite « non conventionnelle », par opposition à la politique dite « conventionnelle » de fixation du taux d'intérêt de référence. Après l'explosion de la bulle financière en 2007, les banques centrales ont baissé leur taux d'intérêt à quasiment zéro. Comme il n'y avait plus de marge de manœuvre de ce côté-là, la Réserve fédérale US a lancé un premier QE fin 2008, avant deux autres fin 2010 et 2012. L'objectif affiché des QE était de relancer l'activité économique. Le raisonnement est le suivant : la banque centrale augmente la quantité de « monnaie centrale » ; les banques commerciales sont alors en capacité d'augmenter la quantité de crédits aux « acteurs économiques » (et d'abord aux entreprises) ; l'investissement est stimulé et donc la croissance repart. Mais la réalité a réduit à néant ce raisonnement « monétariste ».

La spéculation alimentée
Tout d'abord, l'augmentation de la « monnaie centrale » ne s'est pas traduite par une hausse proportionnelle de la monnaie de crédit : les banques ont gardé leurs liquidités et les ont très peu utilisées pour accroître leur offre de crédit. Faute

MONDIALE: Temps après de 2009



elle e?

14 000 points en 2007
à 7 000. Mais il est
000. L'euphorie boursière
use?

de possibilité de produire avec un profit suffisant, la demande de crédit n'est pas répartie... On ne saurait faire boire un âne qui n'a pas soif ! Ensuite, rien ne garantit que les crédits sont utilisés pour investir dans « l'économie réelle ». En l'occurrence, la reprise partielle du crédit a permis avant tout d'alimenter la spéculation sur les marchés financiers, et donc l'inflation financière. La bulle financière permet à court terme de tirer la croissance en stimulant la consommation par un « effet richesse ». Mais cette richesse est virtuelle et les bulles finissent toujours par éclater. Les titres financiers représentent des droits de tirage sur la production future, c'est ce qui les relie à « l'économie réelle ». Même si le QE a pris fin aux USA, le Japon a pris le relais, si bien que les liquidités sont toujours aussi abondantes. Les conditions d'une nouvelle crise des marchés financiers émergent chaque jour davantage avec le repli des profits aux USA et la longue dépression européenne. Il est impossible de fixer la date de cette nouvelle secousse, mais elle ferait replonger les économies, avec des attaques redoublées sur les travailleurs.
Gaston Lefranc

Le spectre de la stagnation séculaire

Deux spectres hantent actuellement les économistes. Le premier (voir article dans ce dossier) est celui d'une crise des marchés financiers qui dégènerait en crise bancaire et entraînerait une nouvelle récession. Le second est celui de la « stagnation séculaire »...

La « stagnation séculaire », c'est l'hypothèse que les économies capitalistes ne sortiraient de la crise que pour une longue (pas forcément un siècle) période de croissance très faible, de chômage élevé, etc. La stagnation actuelle de la zone euro et du Japon semblent aller dans le sens d'un tel scénario. L'hypothèse de la stagnation séculaire s'appuie notamment sur un constat : le recours massif aux nouvelles technologies (l'informatique et des diverses applications : robotisation, recours massif aux ordinateurs, smartphones, etc.) dans tous les domaines d'activité semble avoir un très faible impact sur la productivité (production par heure travaillée). Pour certains économistes, l'effet va venir, il est juste décalé : les années passées ont été celles d'une augmentation de la puissance et

Selon le FMI, avec 17 632 milliards de dollars, le produit intérieur brut (PIB) chinois dépassera à la fin de 2014 celui des États-Unis (17 416 milliards). Ces chiffres sont exprimés en parité de pouvoir d'achat (PPA), une façon de calculer qui prend en compte ce que permettent d'acheter localement les monnaies de chaque pays. Si l'on prend comme étalon le PIB calculé selon les taux de change officiels, les États-Unis continuent de devancer la Chine : 17 416 milliards de dollars contre 10 355 milliards. Mais l'écart se réduit de plus en plus...

Inquiétudes au sein de la dynamique

Au stade actuel, l'industrie est le socle de la puissance économique chinoise. Elle est capable de fournir des produits de plus en plus élaborés, souvent sous l'impulsion d'investissements étrangers ou de contrats de sous-traitance. Certes, la Chine déploie un effort de recherche non négligeable, mais il est difficile de déterminer les capacités technologiques propres de son industrie. Durant les dernières années, la croissance chinoise a ralenti : elle se situerait en 2014 aux alentours de 7,5%. C'est moins que les quelques 10% atteints dans un passé récent, mais élevé au regard du reste du monde. Toutefois, les dirigeants chinois s'inquiètent de l'impact possible de ce ralentissement, notamment en raison des tensions sociales qui résulteraient

Incertitudes chinoises

Depuis 2007, l'importance de la Chine dans la hiérarchie des puissances n'a cessé de se renforcer. Cependant des incertitudes majeures existent sur la pérennité de sa croissance.



de licenciements et d'une montée du chômage. Plusieurs plans de relance de l'économie ont été mis en œuvre des dernières années. Le dynamisme des exportations chinoises a pâti de la crise mondiale, mais c'est au cœur même de la Chine que résident sans doute les incertitudes les plus fortes pour les années à venir.

Une bulle immobilière s'est développée : une quantité considérable de logements ont été construits sous l'impulsion de bureaucrates locaux en cheville avec des promoteurs immobiliers et des financiers peu soucieux de réglementation. Des centaines de milliers de logements ne sont pas encore vendus et leur prix commence à baisser, ce qui peut mettre en péril ces « banques de l'ombre » liées en fait aux banques officielles. Corruption, clientélisme et tendance des collectivités locales à s'autonomiser pour ce qui concerne la gestion économique, se renforcent mutuellement. La pollution devient une question majeure, y compris pour le statut de la Chine : pour afficher un ciel « propre » pendant un récent sommet économique à Pékin, plus de 2000 usines ont dû arrêter leur production, la circulation automobile a été fortement restreinte, des écoles et des administrations fermées...

Vers de nouvelles tensions ?

Une nouvelle génération de travailleurs chinois se bat pour ses

salaires et ses droits sociaux. Pour éviter une généralisation du mécontentement, le parti unique répond en relevant le salaire minimum légal. Celui-ci varie selon les provinces et localités : dans certains d'entre elles, il atteint ou dépasse 200 dollars par mois. Cela reste insuffisant pour vivre correctement dans les villes les plus chères comme Shanghai, mais représente des augmentations significatives qui poussent déjà certaines entreprises à se délocaliser, au Cambodge par exemple. Outre cette hausse des salaires, le taux de profit est également atteint par des surcapacités de production entretenues par les plans à répétition de soutien à l'économie.

Certains analystes occidentaux imaginent une Chine moins dépendante des exportations (et donc de la conjoncture mondiale) grâce à une demande intérieure soutenue par des salaires plus élevés, une hausse des revenus paysans et une meilleure protection sociale. Un tel scénario est sans doute souhaité par une partie de la direction chinoise, d'autant qu'il n'est en rien contradictoire avec la volonté de faire de la Chine une grande puissance. Mais rien ne garantit qu'il s'imposera : les fragilités évoquées ci-dessus peuvent déchaîner une crise économique et sociale, et une amélioration réelle de la situation des salariés et paysans ne se ferait pas sans tension avec ceux (capitalistes privés chinois, investisseurs étrangers, bureaucrates à divers niveaux) qui tirent profit de la situation actuelle. Au-delà, la capacité même de la direction chinoise à piloter l'avion Chine pourrait ne pas perdurer en cas d'accentuation des contradictions du noyau central de la bourgeoisie bureaucratique.

Henri Wilno

À lire : « La Chine, deuxième puissance mondiale », Pierre Rousset, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article33759>

d'un perfectionnement des nouvelles technologies. Pour d'autres, les nouvelles technologies auront par nature moins d'impact que les révolutions industrielles précédentes (machines à vapeur, électricité, ...). Par contre, elles auraient des effets destructeurs sur la structure de l'emploi, : les emplois « intermédiaires » (ouvrierEs, employéEs, etc.) déclinent et ne se développeraient que des emplois très qualifiés très bien payés ou des emplois de service mal payés. L'Américain Robert Gordon, tenant le plus connu de cette thèse, y ajoute des éléments comme la montée des inégalités, le poids des dettes publiques, etc.

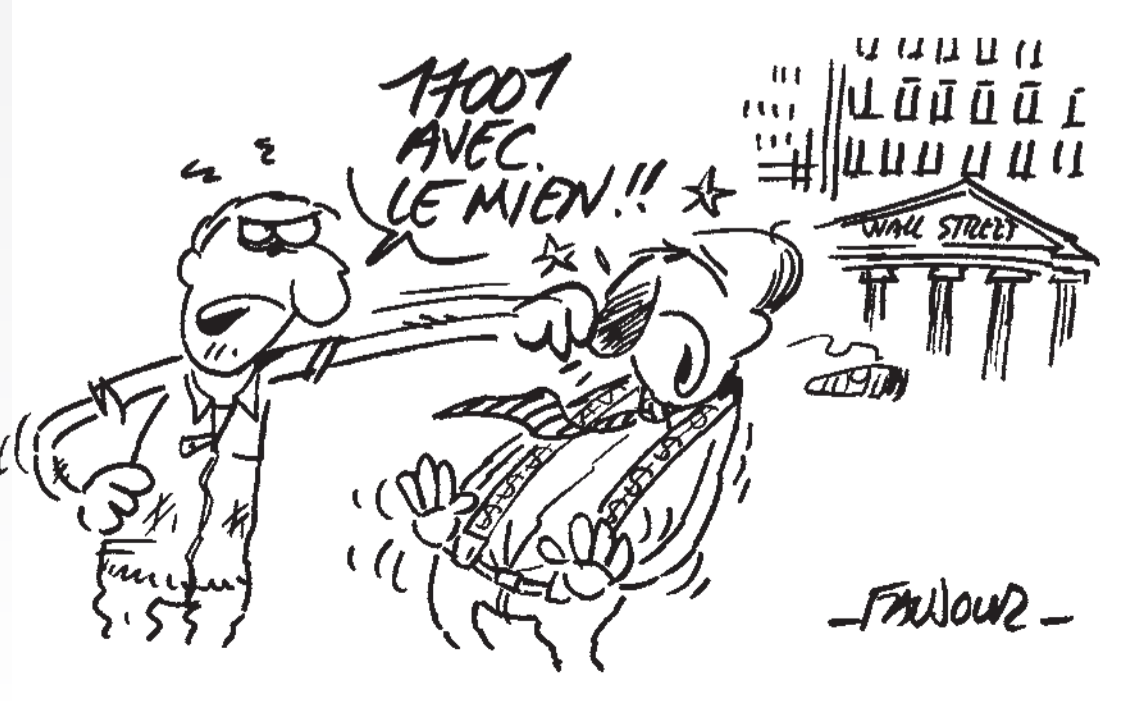
Rompre avec la logique capitaliste

Au-delà même de la crise actuelle, les perspectives ne seront donc pas brillantes, nous le savions, mais il est significatif que des économistes qui ne sont pas des anticapitalistes s'interrogent. Il y a certes matière à étudier l'impact des nouvelles technologies : il semble bien que l'efficacité déclinante du capital soit une des explications possibles de la baisse du taux de profit qui a précédé la crise. Mais les nouvelles technologies s'implantent dans un certain contexte : celui d'une économie fondée sur la recherche du profit maximum. La logique capitaliste influence leur développement, leur

implantation, leur utilisation. C'est cette logique qu'il faut remettre en cause. Non pas pour repartir dans une croissance accélérée sans soucis de l'impact environnemental, mais pour créer les conditions d'une transition sociale et écologique éradiquant le chômage. Ce qui ne se fera pas sans rupture avec le capitalisme.

Henri Wilno

LE DOW JONES CLÔTURE À 14000 POINTS



SÉCURITÉ FERROVIAIRE

Une catastrophe qui pourrait bien en cacher d'autres

Un an après la catastrophe ferroviaire de Brétigny-sur-Orge, une nouvelle catastrophe a été évitée de peu mardi 9 décembre à Achères (Yvelines)...

Autour de 6 heures du matin, un train du RER A rempli de voyageurs et en pleine accélération (90 km/h) a été aiguillé vers une voie de service limitée à 30 km/h! Le risque important de déraillement a été évité grâce au fait qu'il n'avait pas encore atteint la vitesse maximum autorisée de 120 km/h, et surtout grâce à la réaction immédiate du conducteur. Cette réaction a permis d'éviter le moindre blessé, mais il a quand même fallu évacuer la centaine de passagers, en interrompant toutes les circulations sur cette ligne ultra-chargée...



Qui pour entretenir ces lignes? Photothèque Rouge / Milo

La question qui se pose est évidemment: pourquoi ce train a-t-il été aiguillé vers la mauvaise voie? L'enquête interne est en cours, mais on peut déjà affirmer que ce dysfonctionnement est la conséquence de travaux électriques effectués la nuit précédente sur l'aiguillage en question: apparemment, une inversion de câbles aurait eu comme résultat d'aiguiller à gauche quand l'aiguilleur croyait aiguiller à droite!

La direction est responsable

La nuit en question, ces travaux ont été effectués par une équipe en sous-effectif. Ce type de travaux est le plus souvent sous-traité à des boîtes privées, prêtes à toutes les économies de bouts de chandelles pour augmenter leurs profits, sans se soucier des risques pour les usagers... On retrouve ici les causes réelles de la catastrophe de Brétigny-sur-Orge, telles qu'expliquées par un récent rapport d'expertise largement médiatisé: sous-effectif critique, agrandissement des zones de surveillance et d'intervention, recours systématique à la sous-traitance... Du fait de cette gestion de plus en plus capitaliste, la direction de la SNCF porte une lourde responsabilité dans la catastrophe de Brétigny, et dans la dégradation générale des infrastructures. Et la récente réforme ferroviaire va encore empirer tout ça: le gouvernement a décidé de transférer les 40 milliards d'euros de dette du système ferroviaire à «SNCF Réseau», la nouvelle entreprise propriétaire et gestionnaire du réseau ferré. Une entreprise qui va donc devoir se serrer la ceinture pour les rembourser, c'est à dire faire des économies drastiques sur la masse salariale et sur les frais d'entretien du réseau!

Une perspective terrifiante...

Gabriel Lafleur

CGT Vers quelle sortie de crise?

Le fonctionnement complètement bureaucratique ne laisse la place à aucune critique, aucune alternative même minimum, que ce soit des équipes dirigeantes ou dans le domaine des orientations. Pour ce qui est des dirigeantEs, les multiples péripéties qui avaient abouti à l'élection par défaut de Lepaon avaient déjà montré qu'une fois abandonné le mode de tri fait par le bureau politique du PCF, les différents appareils ont bien du mal à se mettre d'accord. En ce qui concerne l'orientation, la pression exercée au cœur de la crise par le patronat et le gouvernement laisse peu de place à une stratégie qui refuse l'affrontement tout en répondant aux colères accumulées.

Des positionnements multiformes

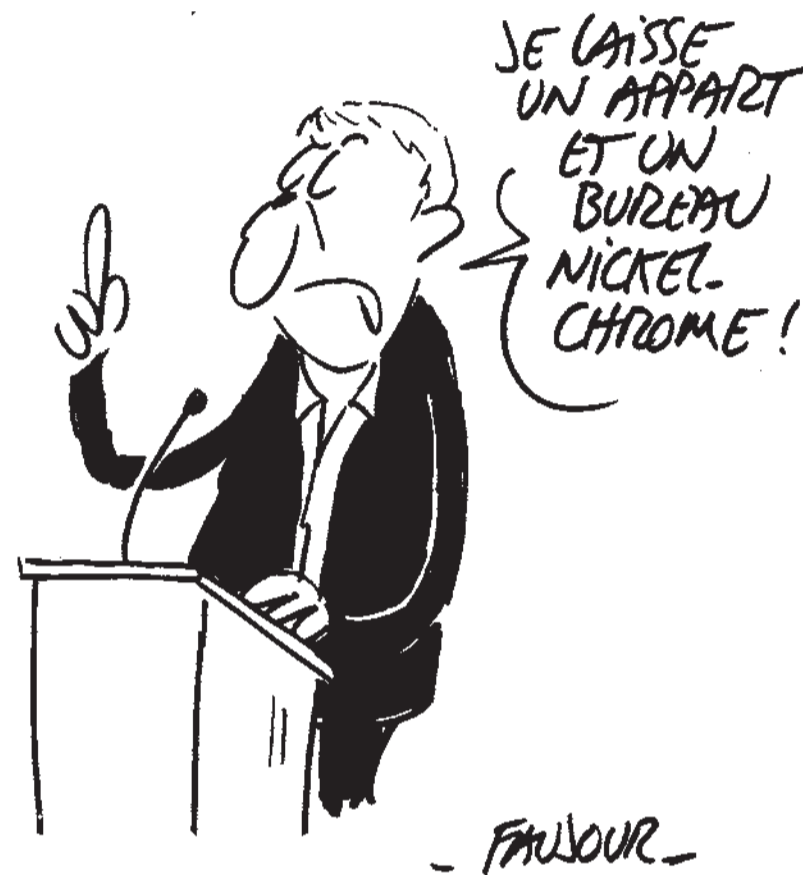
Ces difficultés se retrouvent dans les déclarations qui montent de dizaines de structures de la confédération. Venues de fédérations, unions départementales, unions locales, syndicats locaux, régionaux, nationaux, personnalités, etc. les prises de positions se multiplient, avec des préoccupations et des propositions multiples. De ces déclarations et du déroulement de la réunion des responsables de structures du lundi 15 décembre se dégagent plusieurs positionnements. Tout d'abord, une partie non négligeable de ces responsables affirme un soutien à Lepaon, avec des motivations différentes faites soit de repli identitaire soit de soutien de fond. Il y a également de nombreuses structures qui se «contenteraient» de la démission du secrétaire général. Mais le plus grand nombre de structures se prononcent ouvertement pour la démission de l'entière du bureau confédéral, avec à la clef la préparation d'un congrès extraordinaire posant à la fois les questions de fonctionnement et celles d'orientation.

Une bataille à l'issue incertaine

Ces différentes prises de positions ont au moins le mérite de refléter, même de façon déformée et pour

La crise que traverse la CGT met en évidence l'impasse dans laquelle se sont engagées les directions de la confédération au fil du temps, cela quelque soient les positionnements des différentes structures. Lepaon se maintient encore car la tradition et les pratiques de la CGT ne permettent aucune sortie de crise simple, qui réponde aux problèmes soulevés.

THIERRY LE PAON N'A PAS À ROUGIR DE SON BILAN



des motivations variables, la multiplicité des réactions et exigences des syndiquéEs. Reste à savoir comment vont évoluer les positionnements dans les semaines qui restent jusqu'au prochain comité confédéral national, instance officielle et décisionnelle qui se déroulera le 17 janvier.

Une préoccupation est largement partagée: ne pas reproduire la cacophonie de l'élection de Lepaon. C'est pour cela que la solution du maintien de l'actuel secrétaire général n'est pas complètement

à écarter. L'autre porte de sortie consisterait en la mise en place d'une équipe collégiale provisoire pour préparer un congrès extraordinaire. Il n'est pas sûr que l'absence d'homogénéité des partisans de la démission du bureau confédéral, préalable à cette solution, permettent cette sortie par le haut. Et ce d'autant plus que les problèmes ne feraient alors que commencer: comment débattre démocratiquement de l'orientation de la confédération, d'une orientation stratégique qui permette de sortir de l'attentisme actuel de la CGT?

Une alternative à partir de la mobilisation?

Les traditions, les habitudes ancrées dans la CGT rendent l'issue

de ces pistes fort aléatoire. Les compromis pour faire bouger les lignes le moins possible, pour préserver les prérogatives de chaque appareil, risquent fort de l'emporter.

La meilleure façon de (re) construire une image de la CGT conforme à celle qu'ont encore une grande partie des syndiquéEs, des salariéEs, celle d'un syndicat qui défend leurs intérêts, serait de se lancer dans la construction de l'affrontement au patronat, au gouvernement. L'organisation du combat contre la loi Macron, véritable provocation antisociale montée par le gouvernement, pourrait être la meilleure façon d'affirmer que la CGT n'est pas morte.

Robert Pelletier

ÉLECTIONS DANS LA FONCTION PUBLIQUE ---

Le minimum syndical...

Pour la première fois, l'ensemble des agentEs de la fonction publique (État, territoriale et hospitalière) étaient appelés à voter le 4 décembre dernier pour désigner pour quatre ans leurs représentants syndicaux au sein des différentes instances. Même si le paysage syndical reste inchangé, les organisations syndicales «de luttes», en particulier la CGT, baissent, tandis que celles plus promptes à tout négocier progressent...

Pour les 5,45 millions de fonctionnaires des fonctions publiques, cette élection constituait un enjeu majeur dans ce contexte de politique d'austérité, de suppressions massives d'emplois, mais aussi d'atonie syndicale. Par rapport à 2011, le taux de participation est en baisse: 52,8%

en 2014 au lieu de 54,6% en 2011. Une baisse sans doute due pour partie aux procédures de vote électronique, très complexes, qui se sont déroulées dans certains secteurs comme à l'Éducation nationale ou La Poste. Mais cette abstention semble également traduire un désintérêt croissant vis-à-vis

PESSAC (33) LA MONNAIE Ras-le-bol de la «compétitivité»

Judi 11 décembre, la CGT et FO appelaient à une grève de 24 heures à l'usine de la Monnaie de Pessac pour dénoncer la détérioration du climat dans l'usine et réclamer des embauches.

Depuis la rentrée, une nouvelle direction s'est mise en place, avec pour objectif de restructurer en profitant des nombreux départs en retraite sur les deux ans à venir. Mais les collègues en ont assez des suppressions d'emplois et des réorganisations, d'autant que depuis 2011, la direction a supprimé presque 50 emplois d'ouvrierEs sur les établissements de Pessac et de Paris... et recruté 37 hauts cadres supplémentaires!

Ces départs à la retraite non remplacés créent une vraie désorganisation dans laquelle la direction cherche à diviser les ouvriers contractuels et les ouvriers d'État, fait pression



La monnaie en grève. DR

sur les embauchés les plus récents, cherche à briser les liens de solidarité qui existent, ce qui rend le climat particulièrement tendu. C'est contre cela que nous avons voulu réagir en affirmant face à la direction qu'elle n'a pas réussi à nous diviser.

Contre les pressions, la solidarité!

Le mouvement de grève a été très bien suivi (plus d'une centaine de gréviste sur un établissement de 180 salariéEs), et nous avons fait une délégation de 70 grévistes pour aller interpeller le directeur.

De même, les retraités, les camarades de SOS Monnaie (association de victimes de l'amiante) sont venus nous soutenir. Nous avons aussi rencontré les salariéEs de CDiscount en grève le même jour sur les salaires. Sur l'établissement de Paris, un débrayage d'une soixantaine de collègues a eu lieu, car l'initiative de Pessac a donné envie à des camarades de la CGT de protester eux aussi.

Bref, le lendemain, tout le monde était content... à part la direction. Nous avons posé un préavis jusqu'au 11 janvier, avec l'idée de renforcer les liens de solidarité entre nous, face aux pressions. À suivre...

Correspondant

DROIT D'ASILE Une nouvelle loi... pour se débarrasser des demandeurs!

Mardi 16 décembre, l'Assemblée nationale a approuvé à la quasi unanimité le projet de loi de réforme de l'asile proposé par le ministre de l'Intérieur en juillet 2014, projet discuté devant des rangs bien clairsemés.

Présenté comme devant sauver l'asile, ce projet fera passer la France pour un « bon élève » au niveau européen. Mais une analyse approfondie des aspects juridiques du texte révèle le sens voulu et réel de la réforme, à savoir sauver l'asile... en se débarrassant d'une partie des demandeurs d'asile. Présentées comme des mesures de bon sens, l'accélération et la simplification du traitement des demandes se traduiront par des économies: le versement de l'ATA¹ durera moins longtemps, les CADA² seront désengorgés. À tous les stades de la nouvelle procédure, chaque administration aura désormais comme objectif de gérer des flux – là le discours se confond avec celui de la gestion de l'immigration –, et tout est mis en œuvre pour réduire drastiquement le nombre des demandeurs. À titre d'exemple, un demandeur d'asile n'aura plus que quatre mois à compter de son arrivée en France pour déposer sa demande.

Sont mis en place des sas d'évaluation et partant, de tri entre « bonnes » et « mauvaises » demandes, et les secondes seront évacuées en vertu d'appréciations a priori et rejetées au nom de l'« irrecevabilité ». Cette notion se veut contrebalancée par celle de l'attention portée à la « vulnérabilité » de la personne, qui deviendra un critère de tri supplémentaire, jetant dans le néant les personnes qui ont des raisons sérieuses de craindre dans le futur des persécutions, mais n'en n'auraient pas subi dans le passé.

La parole du demandeur d'asile inaudible...

Et c'est une administration – à un guichet – qui évaluera la dite « vulnérabilité », d'une manière forcément intrusive et relative, pour offrir à l'estampillé « vulnérable » un dispositif d'accueil qui favorisera l'assistance paternaliste des unEs, et non la reconnaissance de toutEs. À tous les stades de la procédure, la parole du demandeur d'asile sera inaudible et devra s'effacer, face à une gestion peu attentive au récit de l'intéresséE, mais soucieuse de faire du chiffre.

C'est ce qu'ont dénoncé notamment Amnesty International, la Cimade, le Réseau Éducation sans frontières (RESF), le Secours catholique, la Ligue des droits de l'homme (LDH) et l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT). Seuls des députés comme Denys Robiliard (PS)³ ou Sergio Coronado (EÉLV) auront tenté de défendre becs et ongles les droits des demandeurs d'asile, faisant écho aux préoccupations des associations. Parties en ordre dispersé, ces dernières n'ont pourtant pas



La campagne de l'ACAT.

dépassé le stade du commentaire critique, et hormis les prises de positions communes au sein de la CFDA⁴, la campagne unitaire n'a pas eu vraiment lieu. Pour sa part, dès l'annonce du projet de loi, l'ACAT a pris les devants et a mené une campagne mobilisatrice, opiniâtre et de longue haleine.

Correspondante

- 1- Allocation temporaire d'attente, versée au demandeur d'asile pendant l'instruction jusqu'à la réponse à sa demande
- 2- Centre d'accueil de demandeurs d'asile, où sont hébergés les demandeurs d'asile dans l'attente d'une réponse définitive à leur demande, et dont le nombre est insuffisant.
- 3- Ancien président de la section française d'Amnesty International
- 4- Coordination française pour le droit d'asile, qui regroupe une vingtaine d'associations.

MACRON Le commerce montre la voie

Après le succès de la mobilisation du 14 novembre dernier contre le travail du dimanche et de nuit (voir *L'Anticapitaliste* n° 265), les salariéEs du commerce étaient à nouveau en grève le 16 décembre pour exiger le retrait de la loi Macron.

Avec un millier de participants au rassemblement parisien, la mobilisation a été encore plus importante: outre le CLIC-P, cette journée était soutenue par la CNT-SO, les fédérations CGT, SUD et UNSA, ainsi que les unions départementales de ces organisations. Le mépris affiché par Macron a mis de l'huile sur le feu: « Il y a beaucoup de Françaises et de Français qui aimeraient travailler le dimanche pour précisément pouvoir se payer le cinéma. » Gattaz, en visite à l'aube à Rungis la semaine dernière, n'est pas en reste: « Ce qui est bien dans le travail de nuit, c'est qu'on a son après-midi. »

Montée en puissance

Il n'y a qu'un naïf comme le secrétaire général de la CFDT pour se réjouir du fait que les compensations au travail dominical seront finalement renvoyées à la négociation:



La carte postale de la campagne contre le travail dominical.

les cédétistes du commerce, comme les autres salariéEs, ont bien compris l'arnaque, et étaient eux aussi dans la rue. La mobilisation doit s'ancrer dans la durée et redoubler d'intensité d'ici le 22 janvier, date d'examen de la loi Macron à l'Assemblée. Avec le soutien d'organisations politiques, dont le Front de gauche et le NPA,

et associatives comme Femmes Égalité, la diffusion massive d'une carte postale visant à rafraîchir la mémoire de Hollande va débiter. Une campagne réussie contribuerait à la création d'un cadre politico-social plus large, nécessaire à renvoyer l'ensemble du projet Macron aux oubliettes. LD

LA POSTE (92)

Contre la répression, pour la défense du droit de grève



Les postierEs du 92 en manif le 19 juin 2014 à Paris. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

Les postierEs du 92 font l'objet d'un acharnement répressif hors du commun depuis plusieurs années. Dans le sillage de la grève de 173 jours de cette année, la direction a accumulé les procédures disciplinaires et policières à leur rencontre.

La grande majorité des militantEs poursuivis font partie de SUD Activités Postales 92... qui vient d'obtenir près de 48% aux élections professionnelles auprès des facteurs. Si on met de côté les cadres, le syndicat qui a mené l'une des plus longues grèves de l'histoire de La Poste a recueilli plus d'une voix sur deux chez les postierEs (plus de 68% chez les facteurs contractuels les moins gradés). C'est une claqué magistrale pour la direction de La Poste, qui ne parvient décidément pas à faire taire la contestation. Le véritable patron de La Poste, c'est le gouvernement: l'État est actionnaire majoritaire de la plus grosse entreprise du pays. Le tout-répressif ne se limite pas au secteur postal: à la SNCF, EDF, à PSA... Des militantEs syndicalistes, étudiants ou écologistes ont récemment écopé de peines de prison avec sursis pour leur engagement, et Rémi Fraisse s'est fait assassiner pour avoir participé à une manifestation. Dans ce contexte, défendre les postiers du 92, c'est s'opposer à la logique actuelle de casse des droits sociaux et démocratiques.

Le danger n'est pas écarté

Yann le Merrer (secrétaire départemental adjoint SUD 92) risque toujours la révocation pour avoir participé au conflit de 2014. La révocation d'un fonctionnaire pour des raisons militantes serait une première depuis 1953. Olivier Rosay (secrétaire départemental adjoint SUD Postaux 75) vient d'écopé de deux ans de mise à pied, et Diego Cecon (représentant local Rueil SUD 92) risque la même sanction.

Gaël Quirante (secrétaire départemental SUD 92), Mohamed Ziani (représentant local SUD à Asnières) et Stéphanie Le Guen (SUD Postaux Paris) risquent toujours le licenciement. La Poste pousse même la provocation jusqu'à convoquer à nouveau Brahim Ibrahim (secrétaire départemental adjoint SUD 92) en entretien préalable au licenciement.

Pour l'ensemble de ces militantEs, la décision concernant leur avenir à La Poste va se prendre soit au niveau du gouvernement, soit au niveau de la direction nationale de La Poste. C'est le moment d'exercer un maximum de pression sur La Poste pour empêcher le licenciement ou leur révocation, et d'envoyer un message au gouvernement: nous ne resterons pas sans réagir face à sa politique répressive.

Correspondant

de la vie syndicale dans la fonction publique et sans aucun doute des questionnements sur la capacité de stopper les attaques du gouvernement.

La CGT recule...

Bien que demeurant la première organisation syndicale de la fonction publique avec 23,1%, la CGT baisse de façon généralisée. Elle perd au total 2,3 points et recule partout, parmi les agents de l'État (-2,4%), dans les hôpitaux (-1,5%) et en particulier dans la territoriale (-3,5%), un de ses plus gros bastions traditionnels. Certes, les révélations sur les dépenses effectuées pour le confort de Lepaon n'ont pas aidé les équipes CGT sur le terrain. Mais elles ne peuvent expliquer à elles seules un recul généralisé, comme c'est le cas chez les cheminots, à Orange ou encore à EDF et GDF. Sans doute, l'orientation de la CGT suivie en particulier

ces dernières années (TCE, formation professionnelle...) et son absence de prises d'initiatives contre les mesures du gouvernement et du Medef ont également été sanctionnées à travers ces élections.

... Au profit de FO et de l'UNSA

Le recul de la CGT profite à FO qui, avec 18,6% des voix, gagne un demi-point et à l'UNSA qui, avec 10,3% des voix, gagne un point. FO progresse partout, sauf dans la police où elle est devancée par le syndicat Alliance... En particulier, Force ouvrière confirme sa première place dans la fonction publique d'État, profitant du net recul de la FSU dans l'Éducation nationale (-5 points) qui paye ainsi sa politique par rapport aux rythmes scolaires et son manque de combativité contre ce gouvernement. La CFDT stagne, ainsi que Solidaires qui renforce son implantation aux finances

publiques mais obtient de mauvais résultats par exemple à La Poste.

Et dans certains secteurs, on assiste même à la montée d'organisations syndicales corporatistes et classées à droite, comme le SNALC dans l'Éducation nationale et la FGAF dans la fonction publique d'État et la territoriale.

Des résultats en guise d'alerte

Au final, le paysage syndical n'a pas fondamentalement changé suite à ces élections. Pourtant, même si l'analyse doit être sans aucun doute affinée secteur par secteur, les grandes lignes peuvent inquiéter et devraient faire réfléchir les directions syndicales, en particulier du côté de la CGT...

Ces derniers mois, le mouvement syndical dit « de luttes » n'a pas été à la hauteur des enjeux de la situation et des attaques menées par ce gouvernement,



La fonction publique en manifestation, pas si souvent ces derniers temps... PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

c'est le moins que l'on puisse dire... Pourtant les mobilisations sociales de ces derniers jours en Italie et en Belgique montrent qu'il est possible de construire de larges mouvements contre

les politiques d'austérité et leurs néfastes conséquences. La loi Macron qui attaque l'ensemble des droits des salariéEs en serait une bonne occasion. Chiche? Sandra Demarcq



Les comités en action!

Alençon (61) BDS, on continue! Samedi 29 novembre, journée internationale de solidarité avec la Palestine, une vingtaine de militantEs se sont relayés devant les entrées de Leclerc, avec affiches et tracts appelant au boycott des produits israéliens. Par cette nouvelle action, la 16^e organisée sur la ville, le collectif avec la présence des 7 militantEs inculpés, a montré que rien ne pourra empêcher la solidarité et la mobilisation pour la reconnaissance des droits fondamentaux du peuple palestinien. Condamnés le 24 novembre dernier par la cour



DR

d'appel de Caen pour délit d'entrave à l'exercice économique, ces 7 militantEs alençonnais ont décidé de se pourvoir en cassation. Beaucoup veulent empêcher la libre expression politique

des citoyens contre l'État d'Israël. Malgré de nombreuses interpellations auprès de Taubira, le gouvernement a refusé d'abroger les scandaleuses circulaires Alliot-Marie et Mercier de février 2010 et mai 2012 qui permettent aux procureurs de la République de poursuivre les militantEs BDS... et aux officines sionistes de distiller leur discours de haine. La France, seul pays au monde à criminaliser la solidarité avec la Palestine. Mais rien ne nous réduira au silence! De nouvelles actions sont déjà prévues sur Alençon pour 2015. La campagne BDS marque chaque jour des points, il faut donc continuer la pression sur l'État d'Israël et amplifier la mobilisation pour les Palestiniens.

Toulouse (31) En réunion publique avec Philippe Poutou. Mardi 9 décembre, le NPA 31 organisait un meeting sur le thème «*Non à l'austérité et à la violence d'État, Reprenons l'offensive!*» avec la venue de Philippe. L'automne a été agité à Toulouse en terme de mobilisations, et le NPA y a joué un rôle actif important.

Yann a témoigné de la situation à Kobané et dans les villes voisines du Kurdistan turc où il s'est rendu dans le cadre d'une délégation de la Coordination nationale solidarité Kurdistan (CNSK). Noëlle est revenue sur les enjeux de la lutte contre le barrage de Sivens. Gaëtan a expliqué les problèmes de violences policières et de répression aboutissant à sa condamnation absurde dont il fait appel. Pierre-Maurice et Cécile ont raconté comment s'organisait le mouvement étudiant autour des coupes budgétaires à l'université, mais aussi contre le barrage de Sivens et la répression. Enfin, Philippe est intervenu sur la situation générale et la nécessité d'une riposte unitaire du monde du travail pour commencer à inverser le rapport de forces. Cette nécessaire riposte a pu être débattue avec la salle, avec notamment des interventions du DAL, de militants d'Alternative libertaire, d'Ensemble et du NPA venus apporter leur expérience. Si la préparation a été très courte et n'a pas permis de mobiliser aussi largement que souhaité les secteurs en lutte (une centaine de participantEs), ce meeting est encourageant pour la suite et le NPA 31 a montré qu'il fallait compter sur lui!

Paris 18^e Retour de la frontière turco-syrienne. Jeudi 11 décembre, à l'initiative du NPA Paris 17/18^e, une grosse vingtaine de personnes étaient réunies autour de Magdalena et Clothilde parties, avec une délégation du collectif Solidarité femmes Kobané, rencontrer des femmes du mouvement des femmes de Bakur (Kurdistan en Turquie) et du Rojava (Kurdistan en Syrie)



DR

dans les villes de Amed et de Suroç, à la frontière turco-syrienne. Fin 2013, trois cantons du Nord de la Syrie ont proclamé leur indépendance face au régime d'Assad. S'engage alors

à Kobané, sous l'impulsion du PKK, un processus d'autogestion basé sur des assemblées populaires. Depuis deux mois, la ville est assiégée par Daesh, et ses habitantEs ont été évacués dans des camps situés au Kurdistan, du côté turc de la frontière. Les femmes du mouvement des femmes libres du Kurdistan et de Rojava ont fait à la délégation le récit de l'émergence d'une démocratie horizontale, où les femmes, en se dotant d'organisations non-mixtes, parviennent à une pratique égalitaire du pouvoir, remettant en cause la frontière entre les espaces politiques des organisations et les espaces privés des foyers, et faisant du combat contre le patriarcat un enjeu indissociable de la lutte contre l'État-nation et le capitalisme. Selon Fawza Abdi, co-représentante du Conseil législatif de Kobané, c'est cela qui explique l'acharnement de Daesh contre Kobané. Les militantes du Kurdistan ont transmis à la délégation le récit de leurs expériences, espérant que ce récit portera partout les espoirs de l'avant-garde féministe qui se trouve actuellement à Rojava.

En campagne

Après Lyon, combattre le FN

Bien qu'autorisée par la préfecture, la manifestation contre le congrès du FN à Lyon le 29 novembre dernier n'a pas pu tenir, face à la répression policière et a explosé dès la première partie de son parcours. Était-ce pourtant un échec? Quelles perspectives? Samedi 13 décembre, ces questions étaient au cœur de la réunion de la Conex (Coordination nationale contre l'extrême droite).

La réunion a rassemblé essentiellement le cœur de la Conex: Visa (Vigilance initiatives syndicales antifascistes), Solidaires et Sud-éducation, et des collectifs locaux ou régionaux: Reims, Strasbourg, Angoulême, Lyon, Paris-banlieue, Banlieue est, Paris 18^e...

Élément incontournable, le débat a bien sûr porté sur l'importance des «violences», mises en avant par la presse et utilisées par la police pour justifier la répression. Certains concluaient à la nécessité de se démarquer clairement d'un courant violent, mais pour la majorité des présentEs, ce qu'il faut mettre en avant, c'est la volonté des autorités et de la police de casser toute possibilité d'émergence d'un mouvement à Lyon: déploiement policier délirant, cars venus de Paris fouillés en amont, fouilles des manifestantEs, et attaque de tous les cortèges...

Construire un rapport de forces large et unitaire

C'est dans ce climat que de nombreux doutes sont apparus sur le rôle joué par des provocateurs de la police et des groupes fascistes dans le développement de ces violences. Et la réponse ne peut être de remettre en cause la nécessité des mobilisations de rue. Il est évident qu'une manifestation plus nombreuse



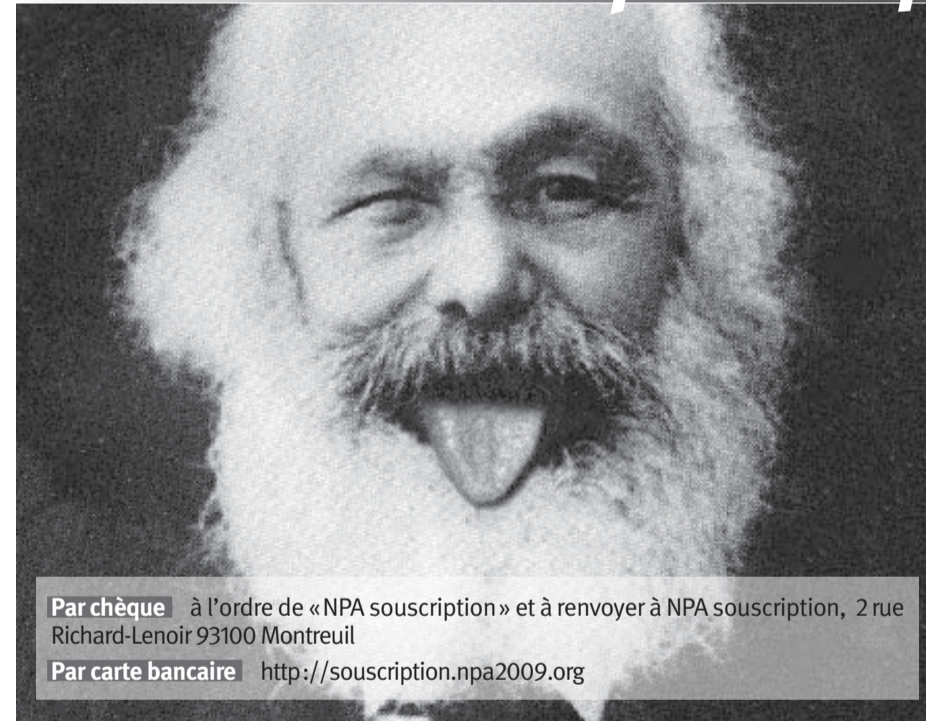
Le NPA à la manifestation de Lyon. PHOTOTHÈQUE ROUGE / NILS

aurait été beaucoup plus difficile à casser par la police.

La question n'est donc pas de faire le tri au sein du mouvement, mais de trouver comment construire un mouvement large au sein duquel puisse s'exprimer la diversité des tactiques, dans le respect des unEs et des autres. S'il existe une ligne de fracture au sein de la gauche, elle n'oppose pas d'abord les antifascistes radicaux aux pacifistes, mais celles et

ceux qui n'envisagent le combat contre le FN que dans le cadre institutionnel et électoral à celles et ceux qui pensent nécessaire de construire sur tous les terrains un rapport de forces large et unitaire contre le FN et ses satellites: dans les quartiers et lieux de travail, dans la rue... et dans les têtes! Car, au-delà des positions des différentes forces, la question est bien de regagner le terrain perdu dans l'opinion devant la dédramatisation du FN et de ses idées.

Souscription 2014



Par chèque à l'ordre de «NPA souscription» et à renvoyer à NPA souscription, 2 rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil

Par carte bancaire <http://souscription.npa2009.org>

Des points d'appuis pour la suite

De ce point de vue, des éléments positifs ont été mis en avant dans le débat, notamment par Visa. Même si, au final, la mobilisation aura surtout été régionale, elle a permis de rassembler plusieurs milliers de manifestantEs bien au-delà de Lyon: des cars et des délégations venus de Montpellier, Marseille, Paris, Grenoble, Chambéry, Reims, Rouen, Strasbourg, Angoulême, et même de Grèce, d'Angleterre et de Catalogne!

Au moins 200 personnes ont participé aux débats du dimanche 30 novembre à Lyon pour donner du fond et des perspectives à la lutte contre l'extrême droite. De nouvelles structures militantes et un appel d'intellectuels initié par les éditions Syllepse ont vu le jour. Autant de points d'appui pour la suite. Un appel initié par la Conex est lancé pour une réunion le 24 janvier prochain visant à rassembler tous les acteurs de la mobilisation pour Lyon – syndicats, associations, partis et collectifs. Il s'agit de définir des perspectives concrètes de mobilisations, avec en ligne de mire le mois de mars (élections et journée internationale antiraciste et antifasciste du 21 mars) et le 1^{er} mai.

Denis Godard

Les Nôtres

Félix Szempruch

Félix nous a quittés le lundi 8 décembre, dans sa 75^e année. Avec lui disparaît un des vétérans de la LCR grenobloise, puis du NPA.



DR

Félix était une personnalité hors du commun. Né en Alsace, il devint enseignant et parti en coopération en Algérie en 1966 où, au contact des algériens et de coopérants, il se politisa. De retour en France en 1973, il milita syndicalement, notamment à l'École émancipée.

Marxiste et antistalinien, d'origine polonaise et ayant des liens régulier avec sa famille en Pologne, il n'avait pas, par ses choix militants, choisi la facilité. Révolté par la bureaucratie du POUP et du général Jaruzelski, il soutint activement dès 1980 la grève générale de la classe ouvrière polonaise.

Pour lui, les idées d'un communisme démocratique et de l'émancipation ne sont pas que des formules mais doivent se concrétiser dans les comportements quotidiens. Il était de ces militants complets, chaleureux et ouverts sur les autres avec qui il faisait bon lutter. Militant syndical reconnu, il savait garder

dans les débats ses solides réflexes lutte de classe et révolutionnaires, tout en refusant sectarisme et oppositions stériles. C'est sans doute pourquoi tout en portant haut la parole de l'École émancipée dont il fut localement une cheville ouvrière, il fut tellement apprécié à la FSU 38.

Dans le quartier populaire de la Villeneuve où il vivait et militait avec sa femme, à travers le travail associatif et culturel, il a aussi construit du collectif et des solidarités. Il adorait chanter à la chorale de chants de luttes «Les Barricades» où il apportait toujours un peu de vodka pour «chauffer» les gorges.

Nos pensées vont à Nicole, sa femme, à ses enfants Denis et Michel notre camarade, dont nous partageons la douleur. Félix, nous continuerons ton combat. Mais, sans toi ce sera plus dur. Félix nous sommes heureux d'avoir fait cette route ensemble. Ses camarades du NPA Isère

Télévision À PROPOS DE LA SÉRIE UN VILLAGE FRANÇAIS

Les « films de résistance » : du manichéisme patriotique au réalisme historique

Le site Cinetrafic¹ recense 41 films français consacrés à la résistance, mais il y en a certainement bien davantage compte tenu des téléfilms...

Le caractère essentiel de la plus grande partie de ces films est l'idéologie patriotique et manichéiste qu'ils véhiculent. L'archétype des films de la première génération est *La bataille du rail* de René Clément qui glorifie le combat des cheminots. L'ironie du sort voudra que ce film, sorti en 1946, soit très rapidement retiré des salles car les combattants du Vietminh employaient en Indochine les mêmes méthodes pour faire dérailler les trains... On chercherait vainement dans les films de cette époque des éléments sur la collaboration, l'antisémitisme, le rôle de la police et de la gendarmerie française. Tout au plus trouve-t-on ici ou là un personnage de traître, comme celui interprété par Serge Reggiani dans *Les portes de la nuit* de Marcel Carné (1946). Son caractère méprisable et exceptionnel ne fait que valoriser l'héroïsme prêté à l'ensemble de la population. On notera que les cinéastes qui ont travaillé pour la firme allemande Continental sous l'Occupation se recyclent sans complexe, tel Henri Decoin qui réalise *La Chatte* en 1958 ou Christian Jacques avec *Babette s'en va-t-en guerre* dont l'héroïne est Brigitte Bardot.



À partir des années 70-80, le cinéma fera un peu plus de place à la réalité de la collaboration, avec par exemple *Lacombe Lucien* de Louis Malle qui fit scandale en 1974. Le film patriotique pur jus n'était pourtant pas mort, comme le montre la sortie de *Lucie Aubrac* de Claude Berri en 1996, véritable hagiographie de cette personnalité devenue héroïne officielle. *L'armée du crime*

de Guédiguian innove en 2009 en rendant hommage aux militants du groupe Manouchian de la MOI (Main-d'œuvre immigrée, structure du PC destiné à accueillir les immigrés) qui figurèrent sur la tristement célèbre « Affiche rouge ». Mais, si leur appartenance au PC n'est pas occultée, c'est le patriotisme qui est encore une fois mis en avant, et non leurs aspirations révolutionnaires.

Une révolution culturelle

Dans ce contexte, la série *Un village français* – qui nous montre sans fard le comportement de la population d'une petite ville, de ses notables, de sa police, de la Milice et aussi, du moins dans ses premières saisons, s'attarde sur le rôle des communistes, leurs divisions, leurs doutes – fait donc figure de révolution culturelle. Servie par d'excellents acteurs, en dépit de quelques invraisemblances, elle fait date dans le paysage télévisuel. On peut sans doute regretter que les derniers épisodes nous servent parfois quelques scènes qui sentent le déjà vu, voire glissent vers le patriotisme pur et dur. Néanmoins, rendons hommage à l'effort accompli pour s'écarter des mythes et retrouver l'histoire.

Gérard Delteil

1 – <http://www.cinetrafic.fr/liste-film/487/1/la-resistance-francaise-sous-l-occupation>



L'arrivée de De Gaulle relance les films de résistance

Après 1958 et le retour de De Gaulle, l'un des produits les plus emblématiques de cette période sera *Paris brûle-t-il?* (1966), tourné par René Clément, véritable opération de falsification à la gloire de De Gaulle et même de la police parisienne. On y voit sans doute Rol-Tanguy, chef de l'état-major FFI interprété par Bruno Cremer, mais le spectateur ne saura jamais qu'il était communiste ! Au même registre de la propagande gaulliste, on peut citer *L'armée des ombres* de Jean-Pierre Melville (1969) où apparaît De Gaulle himself... de dos. Dans ce panorama patriotique, seul *Le chagrin et la pitié* de Marcel Ophüls fit tache en 1969, mais il s'agit d'un documentaire, qui pour la première fois montre l'ampleur de la collaboration, l'antisémitisme et le rôle de l'État vichyste.

« La TV française n'est pas normative en termes de sujet »



Entretien. Le succès de la série *Un village français*, qui en est à sa sixième saison, ne se dément pas, avec trois à quatre millions de spectateurs. Un succès sans doute lié à la fascination exercée par la période sombre de l'Occupation si souvent édulcorée et instrumentalisée par le cinéma. Nous avons rencontré l'un des scénaristes de cette série, Frédéric Krivine.

Comment travaillez-vous avec les autres scénaristes ?

Je commence par établir les bases de la saison suite à des discussions avec l'historien Jean-Pierre Azema. Puis on travaille en atelier d'écriture pendant trois mois (pour six épisodes) pour développer les histoires. Les auteurs rendent des « séquenceurs », continuités non dialoguées, que je retravaille, et enfin, j'écris les dialogues seul depuis trois ans.

Les communistes apparaissent beaucoup dans les premières saisons. On ne les voit presque plus dans la dernière, sinon sous l'apparence d'un bureaucrate stalinien assez déplaisant...

Les communistes sont tout de même assez présents dans la dernière saison, puisque Edmond (le bureaucrate stalinien) est le patron du Comité départemental de libération, et Suzanne, communiste ex-SFIO ayant adhéré en 41, est l'héroïne principale de la saison.

Quelles sont les limites du cahier des charges ?

Nos interlocuteurs de France 3 s'intéressent surtout à la dramatisation, pas tellement au fond politique. On aurait par exemple pu mettre un personnage trotskiste, mais je n'ai pas souhaité le faire car je considérais ce profil comme trop marginal.

Pourrait-on imaginer que soit évoqué à la TV française la fraternisation de soldats allemands avec des militants internationalistes, comme cela s'est passé en Bretagne ?

Cela ne poserait aucun problème à la TV française dans le cadre d'une histoire suffisamment dramatisée. La TV française n'est pas normative en termes de sujet, elle est normative pour ce qui est de la position dans laquelle on met le public par rapport aux personnages.
Propos recueillis par Gérard Delteil

Exposition

La Grèce des origines, entre rêve et archéologie

Jusqu'au 19 janvier 2015. Au Musée d'Archéologie nationale – Saint-Germain-en-Laye



Grâce à des collections de nombreux musées français, de documents d'archives inédits et de photographies d'époque, cette exposition montre comment ce passé le plus ancien de la Grèce fut interprété à la Belle Époque. Ce voyage dans le temps est l'occasion de découvrir des personnalités originales : des géologues, des archéologues et des amateurs éclairés qui ont exploré le sol grec, avec des méthodes et des idées qui rappellent les savants de l'époque de Jules Verne, confiants dans le progrès et l'avancée de la science...
Après les pionniers qui parcoururent les Cyclades et permirent, par exemple, la découverte des premiers vestiges sur l'île de Santorin, deux hommes se distinguèrent, aussi bien surdoués qu'imaginatifs, scientifiques de talent autant que grands rêveurs : Heinrich Schliemann et Arthur Evans. Ils écrivirent une autre histoire de la Grèce, bien antérieure à l'époque classique, à partir des fouilles qu'ils réalisèrent sur les sites de Troie en Asie Mineure, Mycènes en Grèce et Cnossos en Crète.
Milo

Roman

Debout-Payé, Gauz

Éditions Nouvel Attila, 2014, 17 euros

Lost in the supermarket... In translation aussi ! Le monde à hauteur de vigile, c'est ce que Gauz nous fait partager dans un premier livre paru chez un jeune éditeur et qui est déjà un succès de librairie. Arrivé de Côte d'Ivoire en 1999, il a pratiqué dix métiers depuis, dont celui de vigile.



Deux histoires s'entremêlent dans un récit alerte : celle d'un agent de sécurité d'origine africaine, un debout-payé en petit nègre, recruté comme tant d'autres pour exercer d'abord ses talents dans un magasin d'habillement puis dans l'imposant magasin Sephora des Champs-Élysées. Celle d'Ossiri, un étudiant ivoirien

venu en France, devenu sans papier puis vigile, tiraillé entre le besoin et le déracinement. « Le style, c'est l'homme », disait Buffon : cette phrase du célèbre naturaliste colle tout à fait à nos agents qui dressent la typologie de la clientèle qui défile sous leurs yeux, sans épargner personne à commencer par eux-mêmes... Outre les considérations sur le comportement des touristes, les questions de classes ne sont jamais loin, tout comme la montée d'adrénaline quand il faut appréhender son voleur. Une prose originale pour un bouquin singulier.
LD

librairie La Breche La librairie militante !
27 rue Taine 75012 Paris - tél : 01 49 28 52 44 - contact@la-breche.com
lundi au samedi 12h-20h

Fournisseur officiel du mouvement ouvrier

Des idées de cadeau ?
... Offrez des idées en cadeau !

la-breche.com



L'Anticapitaliste | Libre expression

ITALIE « Quelque chose a changé, mais le chemin est encore très difficile »

Entretien. Ancien sénateur, **Franco Turigliatto** fait partie de la direction de *Sinistra anticapitalista*. Avec lui, nous revenons sur la situation sociale et politique en Italie au lendemain de la grande journée de grève et de mobilisation du vendredi 12 décembre.

Quelle ont été l'importance des mobilisations de ce vendredi ?

Après des années d'une passivité totale des grandes organisations syndicales face à la politique d'austérité menée par les gouvernements des patrons (Berlusconi, Monti, Letta), il y a enfin eu une grève générale contre les mesures de l'actuel gouvernement Renzi composé du Parti démocrate (PD), d'un parti du centre et du soi-disant Nouveau Centre droit. De fait, il bénéficie aussi du soutien de Forza Italia de Berlusconi, même si formellement ce parti est dans l'opposition. C'est un gouvernement des patrons qui s'aligne sur la politique de la Troïka européenne, au-delà de la propagande démagogique de Renzi. La grève a été appelée par le principal syndicat, la CGIL, et par la UIL (les dirigeants de ces deux syndicats sont encartés au PD) et a clairement été réussie, avec des manifestations massives dans 54 villes (40 000 à Milan et à Turin et plus de 20 000 à Rome et à Naples). L'autre grande organisation syndicale, la CISL ultra pro-gouvernementale, n'a pas participé à la grève.

La grève est arrivée après deux mois de mobilisations. Cela a commencé avec des luttes pour la défense de l'emploi, en particulier dans la métallurgie. Puis, à Rome le 25 octobre la grande manifestation nationale de la CGIL qui a vu la participation de plusieurs centaines de milliers de travailleurEs. Enfin, la grève très combative du 14 novembre appelée par les métallos de la Fiom/CGIL dans le centre nord du pays (au sud et dans les îles, la grève a eu lieu à une autre date) avec un grand cortège très antigouvernemental à Milan. Le même jour a eu lieu la «grève sociale», c'est-à-dire la grève des syndicats de base, des mouvements sociaux, des travailleurEs précaires et des étudiantEs, avec des manifestations dans des dizaines de villes. C'est dans ce contexte de lutte et avec un gouvernement qui attaque directement les droits des travailleurEs et mêmes les appareils syndicaux, que les dirigeants de la CGIL et de la UIL ont été obligés d'appeler à la grève.

Quelles sont les lignes d'attaque du gouvernement et des patrons ?

Au cœur des attaques, il y a la nouvelle loi sur le droit du travail (ce qu'on appelle le Jobs Act) qui détruit complètement les droits des

travailleurEs dans les entreprises. Ce sont des droits qui sont garantis par le code du travail de 1970, une des conquêtes de cette grande période de luttes du mouvement ouvrier italien. Dans la nouvelle loi, on donne aux patrons toute la liberté de licencier et de fliquer les travailleurEs, et de réduire leurs qualifications, afin de garantir une exploitation plus grande. Ensuite, il y a la loi de stabilité et de finances qui combine deux types de mesures : un grand cadeau aux patrons, avec une forte réduction des impôts pour les entreprises, et de nouvelles coupes dans les dépenses sociales de l'État, des régions et des communes.

Par ailleurs, un processus de privatisation de l'école publique est en cours. Enfin, il y a un décret, «Débloquer l'Italie», qui donne les mains libres à la spéculation immobilière et à la destruction de l'environnement.

Quelle suite peut avoir cette journée au niveau politique et pour la recomposition du mouvement ouvrier ?

La question de fond est de savoir si ce mouvement continuera après la journée du 12 pour remettre en question la politique du gouvernement. Après des années de grande passivité, quelque chose a changé, mais le chemin de la recomposition d'un mouvement ouvrier organisé et combatif est encore très difficile. Nous sommes donc encore loin de la reconstruction d'une unité entre les différents mouvements et entre les générations.

Ce processus est d'autant plus nécessaire pour faire face non seulement à l'action des capitalistes qui veulent une société vaincue et fragmentée, mais aussi pour combattre la présence toujours plus menaçante de la Ligue du Nord de Salvini (qui a opéré un tournant nationaliste et qui agit désormais en plein accord avec le FN français) et contre leurs alliés de l'extrême droite, qui, dans cette décomposition de la société, espèrent construire leur projet raciste, réactionnaire et antidémocratique.

Quel ont été les rôles des partis, des syndicats et des «mouvements sociaux» ?

Les grands partis officiels qui ont gouverné ces dernières années sont tous des gestionnaires de l'austérité. Les forces de la gauche sont faibles et divisées, même si, autour de la



Photothèque Rouge/JMB

« Liste Tsipras » qui aux élections européennes a dépassé le seuil des 4 %, des tentatives d'unité et de recomposition sont en cours. Pour le moment, ce sont les difficultés qui dominent, aussi parce que la principale formation, Sinistra Ecologia e Libertà (SEL) de Vendola cherche l'unité avec le PD. Rifondazione s'est beaucoup affaibli ces dernières années et souffre de divisions internes. En plus, une grande partie de cette gauche est encore très dépendante ou liée à l'appareil de la CGIL ou à l'aile de gauche de la direction de la Fiom. La direction bureaucratique de la CGIL a la lourde responsabilité d'avoir avalisé pendant des années la politique libérale. Aujourd'hui, elle est contrainte de prendre l'initiative, mais il est difficile de penser qu'elle va construire un mouvement global à la hauteur des attaques en cours. Cela s'explique aussi par le fait que son principal objectif est de s'assurer une place à la «table des négociations», de jouer un rôle de médiation avec le gouvernement, tout en sauvegardant son appareil et sa crédibilité auprès des travailleurEs en trouvant des compromis qui limitent les dégâts. Cette orientation s'est exprimée dans la plateforme revendicative du 12 décembre qui était très générale et ne demandait pas le retrait tout court des mesures du gouvernement.

La bataille pour donner une continuité à la lutte sur une plateforme claire et radicale et pour la convergence entre le mouvement ouvrier et les mouvements sociaux, est celle que mène mon organisation, Sinistra anticapitalista.

Y a-t-il des regroupements «lutte de classe» dans les syndicats ou en dehors ?

Au dernier congrès de la CGIL un courant de gauche a émergé, petit mais significatif et actif : «Le syndicat est autre chose». C'est une opposition dans la CGIL, présente dans toutes les catégories mais en particulier parmi les métallurgistes.

Et puis il y a différents syndicats de base, dont la capacité d'action et de mobilisation, politiquement importante, est néanmoins limitée. Il y a eu des tentatives de prendre des initiatives unitaires (par exemple entre ces différentes forces lors de la journée du 14 novembre) mais domine encore un esprit sectaire d'autodéfense qui se caractérise par le choix très erroné de ne pas participer à la grève du 12 décembre. Ils se sont coupés de fait de la grande masse des travailleurEs qui ont choisi de se mobiliser lors de cette journée cruciale. Avec cette orientation politique, il est difficile d'égratigner les positions des appareils syndicaux majoritaires.

Où en est Beppe Grillo et son mouvement ?

Le mouvement Cinq étoiles (M5 stelle) est la principale force d'opposition parlementaire. Dans les institutions, il mène des batailles démocratiques significatives, dont celle contre le Jobs Act. C'est une force qui connaît aujourd'hui des difficultés même si elle a encore un important soutien électoral. Au-delà d'une gestion «patronale» et verticale par ses deux chefs, le M5 est une force qui ne s'exprime pas sur le plan social, dans les luttes et dans les mobilisations. Il n'en a tout simplement pas la compréhension. Beaucoup de ses électeurs participent aux mouvements sociaux et étaient certainement dans la rue le 12, mais le parti en tant que tel, à cause de sa nature politique et de classe (ni de droite ni de gauche...) et de sa stratégie, n'est pas capable d'être un sujet actif dans la construction d'une mobilisation sociale, et notamment de la classe ouvrière. Reconstruire le mouvement ouvrier n'est clairement pas son problème. Au contraire, ses succès électoraux viennent d'une combinaison de rage et de passivité sociale. La reconstruction d'un mouvement ouvrier et social fort est plus que jamais la tâche de la gauche lutte de classe. **Propos recueillis par Alain Krivine (Traduction par Ross Harrold)**

Vu ailleurs

LA TRIBUNE.fr

PÉNIBILITÉ. La Dares (service statistiques du

ministère du Travail) publie une étude sur la réalité de la pénibilité dans les entreprises françaises. À partir de l'enquête «Sumer» (Surveillance médicale des expositions aux risques professionnelles) réalisée auprès de 47 983 salariés interrogés par 2 400 médecins du travail, il est possible de connaître la réalité de l'exposition aux risques professionnels. Étant entendu qu'une exposition est considérée comme «pénible» quand elle est «susceptible d'engendrer une réduction de l'espérance de vie sans incapacité».

À partir de seuils arrêtés par l'enquête, on constate globalement que plus de 8 millions de salariés, soit près de 40 % des salariés, apparaissent exposés à au moins un facteur de pénibilité et que 10 % subissent le cumul d'au moins trois des facteurs de pénibilité retenus. Mais certains secteurs connaissent des «pointes». Ainsi 66 % des salariés dans la construction sont exposés à au moins un risque, 56 % dans l'industrie manufacturière et 52 % dans l'agriculture et dans le secteur de l'eau et de la gestion des déchets.

Dans le détail, ce sont les ouvriers qui sont le plus notablement exposés. Ils sont 70 % à être confrontés à au moins un facteur de pénibilité, contre seulement 12 % des cadres et professions intellectuelles supérieures. Mais les employés du commerce et des services sont également largement concernés (48 %). [...] Si, sans surprise, l'étude relève que les facteurs de pénibilité sont moins présents dans les grands établissements (avantage de prévention) que dans les plus petits, en revanche, elle remarque que dans la population salariée, les jeunes de moins de 25 ans sont davantage exposés. [...]

Point accablant mais pas surprenant, les intérimaires et les «apprentis et stagiaires» sont les statuts d'emploi les plus exposés à des facteurs de pénibilité, avec des taux respectifs de 62 % et 53 %. Mais, selon l'étude, ceci s'explique davantage par leur âge et leur catégorie socioprofessionnelle que par leur statut. En effet, les intérimaires et les apprentis et stagiaires sont principalement des ouvriers non qualifiés...

«Pénibilité au travail : les jeunes et les ouvriers les plus concernés», *La Tribune.fr*, lundi 15 décembre 2014

S'abonner à l'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire : _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 28 € <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 22 € <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 38 € <input type="checkbox"/> 76 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 50 € <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 38 € <input type="checkbox"/> 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org